

A3
Jeunesse
Communiste
Révolutionnaire

1^{er} CONGRÈS NATIONAL

PARIS

24

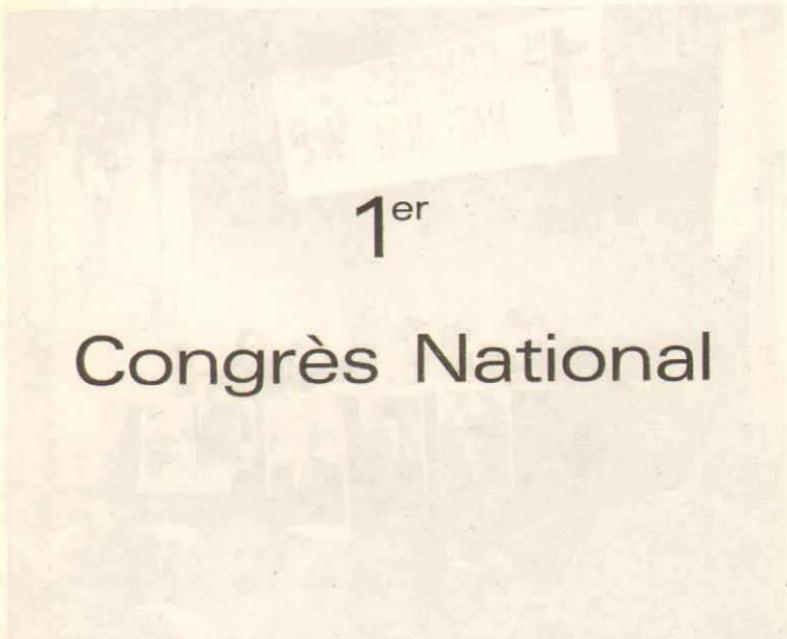
25

26

27

Mars 1967





1^{er}

Congrès National



Premier Congrès de la J. C. R.

Mars 1967.

1^{er} Congrès National de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire

Il y a un an, le 9ème Congrès de l'Union des Etudiants Communistes entraînait l'exclusion de plusieurs centaines de ses membres : le secteur Lettres de Paris, dissous pour s'être opposé à la candidature bourgeoise de Mitterrand se voyait refuser l'entrée de ce Congrès et toute possibilité de faire appel à lui. D'autres villes, secteurs et cercles de l'U. E. C. quittèrent alors cette organisation.

Une grande partie de ces militants décidaient avec des camarades exclus de la J.C. et d'autres issus des E.S.U. la constitution d'une organisation autonome : la Jeunesse Communiste Révolutionnaire. Celle-ci a tenu son premier Congrès, à Paris, les 24, 25, 26 et 27 mars, dans la grande salle des Horticulteurs.

Les délégations de vingt-six villes, munies de leurs mandats de congressistes s'installèrent devant les portraits d'Engels, Marx, Lénine, Rosa Luxembourg, Trotsky. La J.C.R. avait attendu un an pour ouvrir ce Congrès : un an pour étayer sur une expérience militante et la formation politique de ses membres le rôle que la J.C.R. s'assigne, ses formes d'intervention, son fonctionnement interne. Loin d'être le traditionnel congrès d'auto-satisfaction, celui-ci, tout en tirant, certes, le bilan positif de cette année d'existence, s'efforça, en accordant un large temps aux débats en commission, d'être un Congrès de travail. Sa tâche était particulièrement importante, puisqu'il s'agissait d'aboutir à un accord sur des textes fondamentaux : le texte de référence politique de la J.C.R., ses statuts et les textes précisant la nature et les thèmes de notre intervention en milieux jeunes travailleurs, lycéens et étudiants.

Le rapport d'ouverture cernait d'emblée les grandes questions qui devaient être discutées, et en particulier, celle de notre place dans le contexte politique actuel, envisagée à la lumière des conditions de notre création.

I. — POUR LA RECONSTRUCTION D'UN PARTI D'AVANT-GARDE

Dans la situation actuelle de crise mondiale du stalinisme qui affaiblit considérablement le poids des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, se développent des organisations de jeunes révolutionnaires, en rupture avec ces directions. C'est là un phénomène international qui fait de l'existence de la J.C.R. un fait non isolé : dans la plupart des pays d'Europe et d'Amérique du Nord, des groupes d'avant-garde, comparables au nôtre, existent. Parce qu'ils n'ont pas subi les belles heures du stalinisme et qu'ils sont particulièrement réceptifs au développement de la révolution mondiale, les jeunes attirés par les idées du communisme - et donc, souvent, dans un premier temps, par les organisations qui s'en réclament officiellement - se dégagent les premiers de l'emprise des directions staliniennes : ils précèdent donc et révèlent l'évolution que des courants suivent aussi dans les grandes organisations ouvrières. Si des tendances de gauche, plus ou moins confuses, existent déjà dans les P. C., elles sont très largement en-deçà du niveau de critique révolutionnaire que des tendances analogues développent dans les mouvements de jeunes.

C'est là un problème dont nous avons à mesurer précisément les conséquences, car elles déterminent nos limites : nul parti révolutionnaire ne peut se constituer simplement à partir d'une nouvelle génération de militants, et alors que la classe ouvrière reste attachée à ses organisations traditionnelles. Parce qu'elle est issue de l'éclatement d'un mouvement de jeunes communistes bien avant qu'un semblable éclatement ne se produise dans le P.C., **la J.C.R. ne peut donc, même si ses analyses sont celles d'un mouvement d'avant-garde, jouer le rôle d'un parti d'avant-garde, c'est-à-dire, en avoir le terrain d'intervention et le programme : elle ne peut prétendre jouer un rôle dirigeant dans la lutte de classe du prolétariat, ni élaborer le programme de transition au socialisme.**

Nous pensons nécessaire la reconstruction d'un parti révolutionnaire implanté dans les masses. Mais nous ne sommes pas ce nouveau parti et le... vieillissement de nos membres ne saurait y remédier !

C'est pourquoi nous considérons comme une de nos tâches essentielles la participation à la reconstruction d'un tel parti : que celui-ci soit le produit d'éclatements du P.C. qui arracheront à leur direction actuelle des pans entiers de classe ouvrière nous paraît probable et nécessaire. Mais ce parti ne sera pas que cela ; s'y rattacheront sans doute des militants venus d'autres organisations que du P.C. et, en particulier, des militants d'organisations de jeunes comme la J.C.R.

Nous formons dès à présent des militants et cadres qui contribueront à la construction de ce futur parti d'avant-garde. Les analyses critiques que nous sommes en mesure de formuler de l'extérieur, si elles jouent sur l'expérience vécue des militants communistes, peuvent, par ailleurs, aider leur contestation de la direction actuelle. Dans le même sens, l'organisation de manifestations politiques en

dehors du contrôle du P.C.F. est aussi un élément important de critique concrète à l'égard de celui-ci ; les manifestations anti-impérialistes, principalement aujourd'hui, par leur ampleur et les mots d'ordre que nous y avançons peuvent sensibiliser les militants communistes, et susciter chez eux une prise de conscience sur la politique de « coexistence pacifique » en regard de l'agression américaine au Viet-Nam.

II. — LE VIET-NAM

Notre Congrès a amplement souligné l'importance de notre intervention de soutien inconditionnel à la lutte du peuple vietnamien. Le bilan de cette année est, à cet égard, positif : notre politique de front unique avec d'autres organisations contre l'agression américaine et pour la victoire du peuple vietnamien a débouché sur une coordination internationale de l'action des mouvements de jeunes socialistes.



Soutien politique à la révolution vietnamienne

A l'appel des Jeunes Gardes Socialistes de Belgique, une douzaine d'organisation de jeunesse se réclamant du socialisme, se sont rencontrées à Bruxelles, les 11 et 12 mars pour coordonner leurs actions contre la guerre au Viet-Nam et l'O.T.A.N.

La conférence, qui a reçu une lettre de remerciements de Monsieur Mai Van-Bo délégué général de la R.D.V. à Paris, a décidé de

constituer une structure européenne comprenant les organisations présentes et celles qui voudraient s'y associer. Un secrétariat a été installé à Bruxelles, un Bureau exécutif composé de 6 organisations dont la J.C.R., se réunit tous les 2 mois et assure la direction entre 2 conférences. Désormais seront organisées des campagnes internationales (meetings, propagande en plusieurs langues, manifestations, brochures...). Un bulletin d'information paraîtra régulièrement. La Conférence représente un outil de combat important pour la jeunesse d'Europe.

En France, le Comité Vietnam National s'est avéré, comme nous l'espérons, être un instrument important de mobilisation contre l'agression américaine au Vietnam. Notre Congrès a largement réaffirmé la décision d'y poursuivre notre action militante et de contribuer à développer encore son efficacité d'organisation de masse pour le soutien inconditionnel à la lutte du peuple vietnamien.

De la confrontation de nos diverses expériences locales, il est ressorti que notre intervention dans les comités de base, tout en s'adaptant avec souplesse aux caractères variables de ces comités, doit concilier deux aspects : ni activisme, ni seulement discussions, mais développement de l'information et de la formation des militants des comités, pour animer une réelle mobilisation de masse.

Les militants J. C. R., tout en développant leurs propres analyses sur la révolution vietnamienne, s'efforcent perpétuellement de faire de ces comités de véritables organes d'action unitaires dont la base essentielle d'accord se détermine sur le soutien politique au combat des Vietnamiens.

Le Congrès a également discuté longuement de nos mots d'ordre, et principalement de celui de « Front Unique de l'ensemble du mouvement ouvrier des pays capitalistes et « socialistes ». Sans qu'il s'agisse jamais de cacher les divergences qui divisent ce mouvement, et qui opposent en particulier l'U.R.S.S. et la Chine, il est aujourd'hui criminel de sacrifier à la défense des différents intérêts et positions en jeu dans le mouvement ouvrier, la défense, préalable, du peuple Vietnamien en lutte.

La critique à l'égard de la tragique insuffisance de l'aide soviétique, perd, à cet égard, toute efficacité, si elle consiste à rejeter l'U.R.S.S. dans le camp impérialiste comme le fait la direction Maoïste.

Par ailleurs, s'il est vrai que la « Révolution ne s'exporte pas », et, que de ce point de vue, chaque peuple, pour se libérer socialement doit essentiellement « compter sur ses propres forces » il ne peut compter uniquement sur elles, comme voudrait le faire croire la direction chinoise : pour vaincre, les mouvements révolutionnaires dans le monde, face à la puissance agressive internationale de l'impérialisme, ont besoin d'une aide internationale accrue. Aujourd'hui, plus que jamais, les révolutionnaires dans le monde se jugent sur leur soutien internationaliste à la révolution Vietnamienne. Si « développer un, deux, trois Vietnam », comme le préconise « Che » Guevara est la plus authentique manifestation d'interna-

tionalisme prolétarien, dans les pays où la situation ne permet pas encore l'application d'un tel mot d'ordre, le soutien internationaliste au peuple vietnamien doit alors, au moins, prendre la forme du soutien politique, non pacifiste, c'est-à-dire de la mobilisation militante non pour la fin de la guerre, en général, mais pour la victoire du peuple vietnamien.

III. — LA J.C.R. : ORGANISATION POLITIQUE DE JEUNES.

C'est souvent au travers d'un même combat pour la défense du peuple vietnamien que des lycéens, étudiants et jeunes travailleurs ont adhéré à la J.C.R. Cette adhésion pour chacun d'entre eux, signifiait, quelle qu'était leur origine sociale, la volonté commune de rejoindre une organisation communiste qui lutte avec le mouvement révolutionnaire mondial pour la perspective de changement socialiste de la société.

Organisation politique de jeunes, la J.C.R. s'est donc refusée aux cloisonnements imposés dans les organisations de jeunesse communiste « officielles », qui séparent les étudiants des lycéens et des jeunes travailleurs, les filles des garçons ; de même, sa composition sociale essentiellement étudiante à l'origine ne l'a pas empêchée de s'élargir rapidement vers d'autres secteurs que l'Université.

Son intervention n'était pas définie par cette composition sociale, mais par son niveau politique, et c'est sur ce terrain que la jonction s'est faite avec lycéens et jeunes travailleurs.

La J.C.R. s'adresse aux jeunes pour organiser leur participation aux luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes : soutien au peuple vietnamien, solidarité avec les luttes des grévistes, participation aux manifestations ouvrières ; de plus, à l'intérieur des organisations de masse où se regroupent les jeunes, les militants J.C.R. s'efforcent, chaque fois que se développent des mouvements de révolte contre la société capitaliste, de les faire déboucher sur une compréhension politique et un engagement, seuls susceptibles d'armer le jeune qui refuse de s'intégrer au système bourgeois.

Pour le milieu lycéen — où le recrutement politique se développe très largement aujourd'hui — qui est le plus mal connu, une commission dirigée par nos camarades lycéens a été chargée d'entreprendre un travail d'élaboration qui sera discuté dans toute l'organisation. Le Congrès a voté par ailleurs l'orientation d'un texte sur notre action dans les lycées.

Parallèlement, un texte étudiant a été adopté. Le Congrès a souligné l'importance des mobilisations de type politique (Vietnam, luttes ouvrières dans une période de remontée de ces luttes.) tant en milieu étudiant que lycéen, mobilisations que nous pouvons impulser et souvent diriger ; par ailleurs, les manifestations plus spécifiques à ces milieux — relatives à leurs conditions de travail ou au contenu des études — peuvent permettre aux militants J.C.R. qui y participent de développer des explications politiques de type propagandiste.

Le secteur jeune travailleur a été l'objet de longues discussions et de plusieurs commissions. Il en est issu un texte qui précise l'importance de ce secteur dans notre intervention. Notre travail s'y développe dans diverses directions : dans les syndicats, où nous contribuons sur la base de notre action au développement de courants de gauche ; sur les lieux d'apprentissage et de travail des jeunes ouvriers ; mais aussi dans les Maisons de jeunes et les comités de quartiers.

Ces trois textes qui dégagent les modalités et thèmes de notre intervention parmi les lycéens, les étudiants et les jeunes travailleurs seront publiés dans une prochaine brochure, chapeautés par un texte d'appel à la jeunesse qui rendra compte de l'unité politique de ces différents secteurs d'intervention et exprimera donc le fondement objectif d'une organisation unique de jeunesse communiste : le travail des commissions spéciales du Congrès — lycéens, étudiants, jeunes travailleurs — était un préalable à l'élaboration d'un tel texte qui dégage les grands thèmes sur lesquels, dans tous ces milieux, les jeunes se sensibilisent politiquement en réaction aux formes multiples de l'oppression capitaliste.

IV. — LE FONCTIONNEMENT INTERNE DE LA J.C.R.

Nous publions ici une première brochure qui regroupe le texte de référence politique de la J.C.R. et ses statuts. Ces deux textes, qui ont suscité d'importantes discussions, rendent compte du contexte historique particulier dans lequel s'inscrit la J.C.R.

La question de savoir ce que devait être une organisation de jeunesse communiste ne pouvait se discuter indépendamment des circonstances particulières où celles-ci devaient se développer ; nous devons assumer aujourd'hui une situation difficile : l'existence d'un mouvement de jeunes révolutionnaires alors que par ailleurs n'existe pas le parti révolutionnaire implanté dans les masses qui devrait être son support ; mais aussi l'affrontement parfois violent avec une bureaucratie stalinienne qui dispose d'un poids considérable dans la classe ouvrière ; c'est-à-dire la nécessité de comprendre, en particulier, qu'on ne peut s'adresser aux ouvriers sans tenir compte de leur confiance actuelle en cette direction. Même si nous ne regroupons que des jeunes, cette situation implique concrètement — nous l'avons ressenti tout au long de l'expérience d'une année de militantisme — une formation poussée de nos militants. Celle-ci est, de ce point de vue également, un moyen indispensable de nous prémunir contre les dangers de cette situation : ceux de sectarisme, principalement.

C'est pourquoi il nous faut demander aux militants qui adhèrent une bonne compréhension de notre place, de l'importance relative de notre intervention, mais aussi de nos limites actuelles : il est de la plus haute importance à nos yeux de faire connaître au militant qui veut adhérer les grandes lignes des positions politiques sur la base desquelles nous avons été exclus du mouvement

communiste officiel, et sur lesquelles nous poursuivons néanmoins depuis maintenant un an notre intervention politique ; c'est le sens de notre texte de référence politique. C'est aussi la logique de nos statuts qui nous donnent les formes organisationnelles les mieux adaptées à l'état actuel de notre intervention politique. Le statut d'observateur de la J.C.R., en particulier, — qui permet la participation à toutes les activités J.C.R., mais sans droit de vote et droit d'être élu — correspond au temps pendant lequel le nouveau militant peut pleinement se former, connaître les bases politiques et les activités de la J.C.R. et manifester ses qualités de militant aux yeux des membres du cercle qui votera son adhésion ; cela ne correspond pas à une formalité plaquée : la J.C.R. est une organisation qui ne peut avoir la force numérique dont seule l'organisation de jeunesse d'un parti implanté dans les masses peut disposer. Sa seule force est sa force militante et politique. Importante, cette force lui permet d'avoir un rôle dirigeant dans les manifestations et d'être à l'avant-garde des luttes dans la jeunesse.

La formation politique de ses membres, une large démocratie interne — dont la formation politique est un des supports essentiels — mais aussi une certaine discipline et rigueur militantes, sont les seules sources où s'alimente cette force.

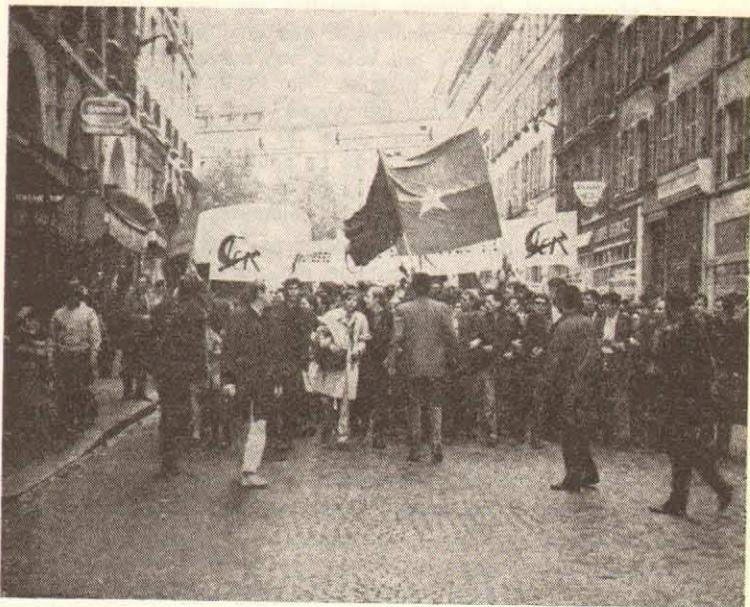
Aujourd'hui, si notre tâche est, bien sûr, difficile, les révolutionnaires ne sont plus une minorité à contre-courant, sans grand appui sur les forces sociales, luttant pour maintenir vivante et possible la perspective d'une société autre que celle offerte par le stalinisme.

L'U.R.S.S. subit encore les conséquences de l'isolement de la révolution victorieuse d'octobre 17. Mais si le stalinisme a gravement marqué le mouvement ouvrier soviétique et international, sclérosant la réflexion marxiste pendant de longues années, sacrifiant le développement mondial de la Révolution à la politique de « Coexistence pacifique », détruisant physiquement des milliers de militants, en décourageant tant d'autres, l'heure a passé de son hégémonie. Il apparaît aujourd'hui à des secteurs de plus en plus larges du mouvement communiste que le choix ne se limite pas à un alignement sur une direction ou sur une autre.

Le terme de « communiste » ne s'accorde plus seulement aux inconditionnels du P.C.U.S., et la « lutte contre le révisionnisme », par ailleurs, peut prendre une autre forme que la diffusion de « la pensée de Mao ». Cette lutte revêt aujourd'hui la force courageuse du peuple Vietnamien, des révolutionnaires cubains et d'Amérique latine et de tous ceux qui démontrent l'impossible coexistence pacifique avec l'impérialisme par leur riposte révolutionnaire aux agressions permanentes et par leur volonté de coordination de leur lutte.

Mais la lutte révolutionnaire ne se limite pas aux « pays sous-développés ». La Révolution en Amérique latine, en Afrique, en Asie, si elle est un magnifique encouragement et un précieux sou-

tion pour les révolutionnaires des pays capitalistes avancés, a essentiellement besoin en retour, du développement révolutionnaire dans ces pays et du désarmement définitif de l'impérialisme par sa propre classe ouvrière. Pour la première fois aux Etats-Unis un secteur fondamental du mouvement ouvrier, le mouvement noir attaque de l'intérieur la citadelle impérialiste et lui arrache violemment son masque de « porte-parole du monde libre » et de « so-



Première manifestation de la J. C. R.

Mai 1966.

ciété de consommation ». Dans tous les pays capitalistes avancés, des révolutionnaires œuvrent pour préparer les conditions d'un soulèvement victorieux de la classe ouvrière. Si cette tâche est particulièrement lourde, elle est possible et nécessaire et demande une intervention quotidienne, une formation politique et une réflexion théorique liée à une pratique militante qui ne doit pas être reportée « à des jours meilleurs ».

Ces quatre jours de Congrès ont pleinement montré que la J.C.R. avait sa place et un rôle à jouer dans le développement d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire en France partie prenante du mouvement révolutionnaire mondial.

La situation politique et sociale française, l'usure du régime gaulliste, ses attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière permettent de prévoir un renouveau de la combativité ouvrière en France, et l'importance accrue des militants révolutionnaires.

De nombreux messages et télégrammes ont été envoyés à notre premier Congrès, notamment par les organisations suivantes :

- Le Vietnam Solidarity Campaign (Angleterre).
- Comité de rédaction du journal « The Week » (Angleterre).
- Ligue des Jeunesses Socialistes du Québec (Canada).
- Young Socialist Forum (Canada)
- Young Socialist Alliance (U.S.A.) qui tenait au même moment son congrès national, à Détroit.
- Jeunesse du P.S.I.U.P. (Italie)
- Falcemartello (Italie)
- Etudiants Socialistes (Belgique)
- Jeune Garde Socialiste (Belgique)
- Etudiants Socialistes « Politeia » (Pays-Bas).

Texte de référence politique de la J. C. R.

AVANT-PROPOS

Le 2 avril 1966, la Conférence constitutive de la J.C.R. se fixait un double objectif :

1 — réaliser dans les mois prochains la « percée » politique de l'organisation.

2 — expliciter les bases politiques sur lesquelles la J. C. R. se constituait.

Le premier objectif peut être considéré aujourd'hui comme atteint. La J.C.R. s'est imposée comme organisation révolutionnaire de la jeunesse. Partout où elle existe, elle tend à se substituer aux mouvements de jeunesse du P.C.F. C'est elle qui dans ces secteurs, remplit les fonctions politiques des communistes parmi les jeunes.

Ce texte s'efforce de réaliser le second objectif : dans nos interventions et nos activités politiques, dans nos journaux et nos brochures, dans nos réunions de cercle et nos stages de formation, s'exprime une ligne politique cohérente mais implicite, acquis de cinq années de luttes au sein de l'Union des Etudiants Communistes.

Ce texte vise à expliciter les analyses fondamentales sur lesquelles cette ligne politique se fonde. Il n'est pas un programme politique. Il n'est pas une étude théorique. Il est l'énoncé concis des idées forces qui fondent l'intervention politique des militants J.C.R. et leur appartenance à une même organisation. Il constitue le texte politique de référence de la J.C.R.

Ce texte n'est ni synthétique ni exhaustif. Il y a des questions importantes qu'il n'aborde pas. Il se limite aux problèmes de fond

que l'ensemble de l'organisation se pose, auxquels elle se trouve quotidiennement confrontée par son activité militante. Ses analyses s'inscrivent dans la tradition politique de l'opposition de gauche au sein du mouvement ouvrier international, opposition qui lutte depuis près de trois quarts de siècle pour préserver contre l'opportunisme liquidateur des bureaucraties ouvrières la théorie et les principes du marxisme.

Elles s'inscrivent dans la tradition politique de Marx, d'Engels, de Rosa Luxembourg, de Lénine, de Trotsky, et de l'opposition bolchévique au stalinisme. Elles reprennent la problématique et les concepts de ces grands théoriciens et dirigeants révolutionnaires que les leaders du mouvement ouvrier traditionnel ont répudiés à mesure qu'ils s'intégraient à la société bourgeoise.

LA FAILLITE DES DIRECTIONS SOCIAL-DEMOCRATES ET STALINIENNES DEVANT LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME.

Le système capitaliste traverse depuis près d'un demi-siècle la période de crise générale. Au cours de cette période, la société bourgeoise fut secouée par les soubresauts les plus violents de son histoire : crises d'effondrement de l'Etat après chaque guerre mondiale, crises économiques catastrophiques en 1929 et 1938, destruction du capitalisme dans une quinzaine d'Etats où vivent plus d'un milliard d'hommes, luttes planétaires de libération nationale... Ces crises ont chacune profondément ébranlé l'ordre social existant. Elles ont déclenché de puissants mouvements de masse, au caractère nettement anti-capitaliste. Les occasions de briser la dictature du capital n'ont guère manqué de par le monde. Ce qui a tragiquement manqué par contre, c'est une direction révolutionnaire résolue à exploiter ces occasions pour détruire l'ordre établi. Les partis sociaux-démocrates sont devenus dès avant 1914, des partis de « réformes sociales », récusant la violence et désireux d'aménager la société bourgeoise dans le cadre de sa légalité. Ils se sont faits les défenseurs zélés de l'ordre bourgeois, « les loyaux gérants du capitalisme » (expression de Léon Blum) ; leurs gouvernements ont écrasé des insurrections ouvrières, déclenché des guerres coloniales, réprimé des mouvements grévistes...

D'instruments de la classe ouvrière dans sa lutte contre le capital, ils sont devenus les instruments du capital pour enchaîner la classe ouvrière au char de la société bourgeoise.

La troisième Internationale fut proclamée contre la trahison social-démocrate. Elle devait doter le prolétariat des organisations révolutionnaires sans lesquelles il ne saurait imposer sa victoire. Mais l'isolement du premier Etat ouvrier et le faible développement de ses forces productives entraînèrent sa dégénérescence bureaucratique. Les staliniens au pouvoir concevaient les nouveaux partis communistes comme une pièce maîtresse de la diplomatie soviétique. De levier de la révolution mondiale, la troisième Internationale fut transformée, sous leur direction, en force d'appoint de « l'édification du socialisme dans un seul pays ». Les partis stalinisés abandonnèrent progressivement toute perspective révolutionnaire, se bornant à « défendre » les intérêts à court terme du prolétariat et d'exiger de leur bourgeoisie une politique internationale favorable aux intérêts du « pays du socialisme ». A en croire les stratèges staliniens, l'Europe n'a pas connu de situation révolutionnaire depuis 1918 ! En 1936, en 1945, pas plus qu'aujourd'hui, la classe ouvrière ne pouvait s'emparer du pouvoir. Le « réalisme » commande de se restreindre à des objectifs limités : dans l'union de tous les démocrates et « républicains de progrès », il s'agit de défendre le progrès, la démocratie et la république ! La lutte pour le socialisme est prématurée : les conditions ne sont pas mûres...

Depuis près de 40 ans, les organisations traditionnelles de la classe ouvrière ont abandonné la lutte pour la conquête du pou-

APATHIE DES MASSES

OU FAILLITE DES DIRECTIONS REVOLUTIONNAIRES ?

« L'activité du prolétariat dépend du degré de maturité atteint par l'évolution sociale, mais l'évolution sociale n'avance pas plus loin que le prolétariat, il en est le moteur et la cause autant que le produit et la conséquence ! Son action elle-même est un facteur déterminant de l'histoire ».

ROLE DU PROLETARIAT DANS LA CHUTE DU CAPITALISME.

C'est en ces termes que Rosa Luxembourg s'élevait contre ceux qui — nombreux dans l'Internationale — présentaient l'avènement du socialisme comme un processus purement objectif et inévitable, porté par la croissance des forces productives et l'extension de l'électorat ouvrier. L'idée d'une fatalité historique inscrite dans la croissance des forces productives est foncièrement étrangère au marxisme. La manière dont les hommes font l'histoire n'est jamais strictement déterminée au point qu'ils ne constituent que les simples instruments d'une nécessité inéluctable. Une situation historique comporte toujours plusieurs « possibles » et l'actualisation de tel ou tel terme dépend de l'action des divers groupes sociaux en lutte, acteurs de l'histoire.

Une formation sociale ne disparaît jamais par la simple aggravation de ses contradictions internes. Elle ne s'auto-détruit pas, elle doit être détruite. La société capitaliste moins que toute autre, ne saurait succomber de mort naturelle ; sa fin ne peut être que violente. Quelle que soit la gravité des crises qui la secouent, elle ne s'effondre que si on l'abat. Il incombe à l'avant-garde du prolétariat d'éduquer et d'organiser la classe ouvrière afin, qu'en période de crise, elle assume victorieusement son rôle de fossoyeur du capitalisme. Si le mouvement ouvrier ne remplit pas ce rôle, s'il s'avère incapable de donner aux crises du système une issue révolutionnaire, la bourgeoisie finit par imposer ses propres solutions et reprend l'initiative. La lutte des classes est bien une **lutte** : ses résultats ne sont pas acquis d'avance.

Ils dépendent pour une large part, de ceux qui la mènent.

Le mouvement ouvrier organisé joue un rôle décisif en ce qui concerne son issue et son cours.

voir. Leurs perspectives de fait se limitent à l'aménagement de la société bourgeoise. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les crises extrêmement graves des cinquante dernières années n'aient pas débouché sur la victoire socialiste en Europe ! La dégénérescence du mouvement ouvrier, son intégration progressive dans la société bourgeoise, sont les principaux motifs de la survie du capitalisme.

Plus que jamais :

« Les bavardages de toutes sortes, selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore mûres pour le socialisme, ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, mais ont même commencé à pourrir. Sans révolution sociale et cela dans la prochaine période historique, toute la civilisation de l'humanité est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant garde révolutionnaire.

LA CRISE HISTORIQUE DE L'HUMANITE SE REDUIT A LA CRISE DE SA DIRECTION REVOLUTIONNAIRE.

(LEON TROTSKY 1938)

II

DEPUIS LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE, LE SYSTEME CAPITALISTE SUBIT LES ASSAULTS D'UN NOUVEL ET PUISSANT ESSOR DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE A L'ECHELLE INTERNATIONALE

Dans l'immédiate après-guerre, les classes dirigeantes de nombreux pays d'Europe se sont trouvées affaiblies et discréditées. Le mouvement ouvrier constituait la principale force organisée, réellement implantée et prestigieuse. La révolution socialiste couvrait en Europe occidentale.

Mais, à Yalta, Staline avait contresigné le partage du monde : les partis communistes désarmèrent les milices, dissipèrent les illusions, et, du haut de leurs fauteuils ministériels, entreprirent la reconstruction de la société bourgeoise. La politique de collaboration de classe prônée par le mouvement ouvrier permit la restructuration de l'Etat bourgeois et la stabilisation du système. A la suite de quoi le capitalisme connut une puissante phase d'expansion industrielle dans ces centres impérialistes.

Mais la vague révolutionnaire se maintint et s'amplifia dans les pays coloniaux. Avec la révolution chinoise s'ouvrit une suite ininterrompue d'insurrections armées anti-impérialistes, qui déferlèrent sur l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine. Par leur ampleur et leur succès, les luttes de libération nationale ont empêché toute stabilisation du capitalisme à l'échelle mondiale. Elles ont bouleversé le rapport de forces entre les classes aux dépens de l'impérialisme.

Quelles que soient les limites initiales de ces luttes de libération elles s'inscrivent dans une dynamique révolutionnaire potentiellement anti-capitaliste ; le mouvement de cette dynamique peut brièvement se résumer comme suit :

1° — LA DIVISION DU MONDE EN NATIONS INDUSTRIALISEES ET NATIONS SOUS-DEVELOPPEES N'EST NI FORTUITE, NI NATURELLE.

Elle s'explique fort bien par l'histoire même du capitalisme : né en Europe occidentale, le mode de production capitaliste s'est progressivement étendu à toute la terre, réalisant ainsi pour la première fois un marché mondial unifié et une véritable division

internationale du travail. Mais cette expansion s'est faite sous l'égide des métropoles capitalistes et dans leur intérêt exclusif. La production capitaliste fut introduite sur trois continents en fonction des exigences fluctuantes du capitalisme européen. Elle s'est développée indépendamment des besoins économiques et des potentialités de développement des pays colonisés. L'économie de ces pays devint un complément de l'économie capitaliste de la métropole. Les pays coloniaux se transformèrent alors en contrées de la monoproduction, incapables de subvenir à leurs besoins élémentaires, à la merci des moindres fluctuations du marché mondial. **Ils n'ont connu que les effets désagrégateurs du mode de production capitaliste. L'internationalisation de la production s'est opérée à leurs dépens.**

La « prospérité » des centres impérialistes et le « sous-développement » des pays du tiers-monde ne sont que les deux faces d'une même médaille ; « l'avance » des uns et le « retard » des autres sont organiquement liés. Ils sont inscrits dans un certain type de division internationale du travail, imposé par les canonniers de l'impérialisme. Il est impossible de briser « le cercle vicieux du sous-développement » sans remettre radicalement en cause cette division du travail même. Mais une telle remise en cause est inconcevable dans le cadre du mode de production capitaliste et du marché capitaliste mondial. Elle implique la rupture avec « les voies capitalistes de développement ». La solution des problèmes de « sous-développement » n'est possible que dans le cadre d'un Etat ouvrier. Toute l'histoire de la « décolonisation » l'atteste. La lutte pour « l'indépendance » peut débiter sur des bases nationalistes et démocratiques ; elle ne s'achève que dans la révolution socialiste.

2° — DIRECTIONS PETITES BOURGEOISES ET LUTTES DE LIBERATION NATIONALE.

Partout où des partis communistes ont pris la tête de la lutte pour la libération nationale, entraînant **sous leur direction** la paysannerie pauvre et la petite bourgeoisie des villes, la révolution nationale a pris au fur et à mesure de son développement un tour nettement anti-capitaliste ; elle s'est achevée avec la destruction du capitalisme dans ces pays (Chine, Corée, Viet-Nam). Mais la plupart des P. C. du tiers-monde dont l'opportunisme surclasse encore celui des « partis-pères » de la métropole, se montrèrent à bien des égards incapables de comprendre la portée des luttes de libération et d'en prendre la tête. La direction du mouvement fut laissée aux formations bourgeoises ou petites-bourgeoises **incapables** de mener la lutte au-delà de l'accession à l'indépendance formelle. Ces formations politiques subissent la pression ou expriment l'intérêt de couches sociales privilégiées, qui entendent se substituer à l'impérialisme étranger dans l'exploitation du pays. Elles maintiennent les nouveaux états « indépendants » dans les limites du mode de production capitaliste. De ce fait, la puissance réelle de l'impérialisme

dans ces pays n'est nullement détruite. Son emprise économique subsiste. La domination impérialiste change essentiellement de forme : elle s'exerce désormais **indirectement**, au moyen des « élites indigènes » détentrices du pouvoir et étroitement associées à l'exploitation commune du pays. Le néo-colonialisme se substitue au colonialisme classique, historiquement dépassé.

Cette substitution n'est pas sans effets. Elle entraîne de lourdes pertes pour les intérêts impérialistes. Elle accélère dans une certaine mesure le processus d'industrialisation des pays dépendants.

Mais ce processus d'industrialisation sous l'égide de la bourgeoisie nationale, pour indéniable qu'il soit, n'en demeure pas moins limité. Il s'effectue dans le cadre de la division internationale du travail, c'est-à-dire sous le contrôle et au profit des pays capitalistes avancés. Ceux-ci « pompent » par divers canaux (rapatriement des bénéfices, mais surtout échanges commerciaux sur la base des prix du marché mondial) une grande partie de la plus-value produite dans les anciennes colonies. Les « élites indigènes » se montrent partout incapables de résoudre les problèmes de tout ordre qui assaillent les pays du tiers-monde. La structure économique et sociale de ces pays reste fondamentalement inchangée : analphabétisme, sous-alimentation et épidémies chroniques, brève espérance de vie et détérioration continue des conditions d'existence demeurent les traits distinctifs des pays du tiers-monde, par delà « l'émancipation ». L'évolution comparée de la Chine et de l'Inde (ou du Brésil), illustre parfaitement ces étroites limites de la voie capitaliste de développement.

3° — UNE SITUATION DE CRISE CHRONIQUE

La stabilisation relative que les directions bourgeoises imposent aux luttes de masse après « l'accession à l'indépendance », ne résiste pas à l'aggravation de la situation économique des pays semi-coloniaux. **L'oppression nationale n'est que la forme spécifique sous laquelle les masses du tiers-monde vivent leur oppression économique et sociale.**

La lutte pour l'indépendance est une lutte contre toutes les formes d'oppression, condensée dans la domination étrangère. La victoire est identifiée à l'accession de tous au bien-être, dans une société fraternelle et juste. Aussi, les masses paupérisées prennent-elles rapidement conscience du caractère illusoire de leur libération. Elles deviennent de plus en plus sensibles aux mots d'ordre anti-capitalistes et se heurtent violemment à leur « bourgeoisie nationale ». Un clivage s'opère au sein des « forces anti-impérialistes » selon des lignes de classes. La bourgeoisie nationale se jette dans les bras de l'impérialisme, son ennemi de la veille, pour défendre la propriété contre le prolétariat des villes et la paysannerie révolutionnaire. Une lutte très âpre se développe sur une longue période entre les classes possédantes appuyées par l'impérialisme et les

masses laborieuses. C'est au cours de cette lutte que se constitue le parti ouvrier d'avant-garde, qui saura mener à son terme socialiste la guerre de libération nationale.

Dans le cadre du mode capitaliste de production, aucune stabilisation économique, politique ou sociale n'est possible à long terme dans les pays sous-développés.

Ces pays ne peuvent pas ne pas connaître une succession ininterrompue de crises sociales profondes. Ils constituent des foyers chroniques d'effervescence révolutionnaire, un danger permanent pour l'ordre impérialiste dans le monde, l'épicentre actuel de la révolution.

III

FACE A LA STRATEGIE MONDIALE DE L'IMPERIALISME IL FAUT OPPOSER UNE STRATEGIE ANTI-CAPITALISTE MONDIALE

1) LA STRATEGIE DE L'IMPERIALISME.

Depuis la victoire « par surprise » de la révolution cubaine, l'impérialisme américain a sensiblement accentué le cours agressif de sa politique internationale. Il intervient désormais systématiquement dans les affaires intérieures de tous les pays où se profile un éventuel danger révolutionnaire. Que ce soit sous la forme de coups d'état orchestrés par la C. I. A. ou d'interventions militaires directes, il assume **en personne** le maintien de l'ordre en tout point du globe. L'impérialisme entend signifier ainsi qu'il ne tolérera plus le moindre progrès de la révolution ; la super-puissance américaine brisera les reins à toute intervention populaire, quelle que soit l'indignation de l'opinion internationale et en dépit du « soutien » de l'Union Soviétique. Johnson s'efforce de démontrer dans les faits que l'issue des conflits ne saurait faire de route (1).

Cette politique ultra-agressive a valu jusqu'à ce jour d'indubitables succès. Au Brésil, au Congo, à Saint-Domingue, en Indonésie, en Argentine, etc..., les luttes de masses ont subi d'importantes défaites et l'impérialisme est parvenu à consolider ses positions. L'engagement massif des forces U. S. a ajourné la victoire imminente de la révolution vietnamienne.

L'absence de réactions des principaux états du « camp socialiste » (en premier lieu l'Union Soviétique) après chaque nouvelle agression ; la passivité du mouvement ouvrier dans les centres impérialistes ; le manque de coordination entre les mouvements révolutionnaires aux prises avec l'impérialisme ; toutes ces raisons sont pour beaucoup dans ces défaites.

(1) Le rôle prédominant de l'impérialisme américain, en particulier dans sa forme la plus ouverte d'intervention militaire, ne doit pas conduire à escamoter d'une part, les autres formes sous lesquelles se manifeste simultanément l'impérialisme (exemples : Alliance pour le Progrès, Aide alimentaire à l'Inde, Fonction des techniciens dans les pays « sous-développés »), d'autre part, le rôle des autres puissances impérialistes qui est loin d'être négligeable (exemples : le Portugal en Guinée et en Angola, la Grande-Bretagne au Moyen-Orient, la France dans ses colonies et par son programme avancé d'aide aux pays « sous-développés »).

2) MALGRE LES ECHECS SUBIS LA TENDANCE ACTUELLE RESTE CELLE D'UNE REMONTEE REVOLUTIONNAIRE.

Mais il importe de souligner que nulle part les succès impérialistes n'apparaissent définitifs. **Nulle part la répression contre-révolutionnaire n'a permis de stabiliser durablement la situation.** A peine écrasés, les mouvements révolutionnaires renaissent de leurs cendres et la situation redevient explosive. Car l'impérialisme est incapable de modifier les conditions objectives qui donnent naissance aux luttes de masse anti-impérialistes. Les problèmes des pays « sous-développés » sont insolubles dans le cadre de son système économique et social. C'est pourquoi, malgré la puissance de son arsenal répressif, il ne parvient pas à liquider l'effervescence révolutionnaire, même dans ses chasses gardées.

La période d'entre les deux guerres mondiales peut être caractérisée après 1923 comme une période de recul général du mouvement ouvrier. En Italie, en Allemagne, en Europe centrale, en Espagne, etc..., le mouvement ouvrier a subi des revers catastrophiques, qui l'anéantirent pour des décennies. Sous la chape de plomb des dictatures fascistes, le capitalisme connut une phase de stabilité relative. Son système n'était plus menacé de l'intérieur. Les conflits dominants opposaient des nations impérialistes en lutte pour une part accrue du marché mondial.

Ce qui permet, par contre, de caractériser la période en cours comme une période de montée révolutionnaire, c'est qu'en dépit d'une répression sans précédent, l'impérialisme n'est parvenu nulle part à liquider durablement le potentiel de lutte du mouvement ouvrier et anticolonialiste. Jusqu'à ce jour, ses victoires temporaires ne sont pas venues à bout de la combativité des masses. L'impérialisme en a pleinement conscience. Il se prépare au mieux à des affrontements de plus en plus durs et ses interventions gagneront en efficacité. Elles compliquent considérablement la tâche des révolutionnaires. **Plus que jamais leurs luttes exigent des directions marxistes compétentes et internationalement intégrées,** capables d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie anti-capitaliste mondiale.

3) UN POINT CLEF : LE VIETNAM.

Avec la guerre du Vietnam, nous abordons aujourd'hui un seuil historique. L'enjeu du conflit dépasse de très loin le sort des peuples d'Indochine ou d'Asie du Sud-Est. C'est l'avenir de la révolution mondiale pour la prochaine période historique qui se joue aujourd'hui au Viet-Nam. Une victoire de l'impérialisme américain ouvrirait une nouvelle période historique de glaciation contre-révolutionnaire. La défaite du F. N. L. entraînerait l'impossibilité de victoires révolutionnaires avant longtemps.

Inversement, la victoire de la révolution vietnamienne stimulera l'essor des luttes révolutionnaires dans le monde. Le devoir premier de tous les révolutionnaires est d'assurer par tous les moyens la victoire de la révolution vietnamienne.

IV

LA DIRECTION SOVIETIQUE EST DEVENUE UNE FORCE DE CONSERVATION SOCIALE DANS LE MONDE.

1° — LA THEORIE DU « SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS » ET SES IMPLICATIONS.

La stratégie internationale de l'Etat soviétique se fonde sur la théorie stalinienne dite de « l'édification du socialisme dans un seul pays ».

Jusqu'en 1924, tous les Bolchéviks, Staline compris, concevaient de la même façon la défense de la Révolution d'Octobre : la consolidation du premier Etat ouvrier impliquait la victoire du socialisme dans les pays capitalistes avancés d'Europe ; défendre la révolution socialiste consistait par conséquent à impulser en premier lieu la lutte révolutionnaire du prolétariat européen.

La III^e Internationale fut créée et développée à cette fin. Les dirigeants bolchéviks ne négligèrent aucun effort pour stimuler les ouvriers d'Europe occidentale dans leur lutte pour la conquête du pouvoir. Ils assumèrent consciemment tous les risques que comportait une telle politique.

La révolution russe n'était à leurs yeux qu'un prélude à la révolution mondiale. Son exemple devait secouer l'apathie des prolétaires d'Occident : délaissant les directions faillies, le mouvement ouvrier engagerait sous le drapeau du bolchévisme la lutte décisive contre l'ordre bourgeois.

Mais la vague révolutionnaire née de la première guerre mondiale n'eut pas raison du capitalisme. L'emprise de la social-démocratie traître était plus profonde qu'on ne l'avait escompté ; les nouvelles avant-gardes ouvrières, récemment constituées, s'avaient d'une grande faiblesse politique ; avec l'échec des révolutions italiennes (1921) et allemande (1923), le reflux s'amorçait ; les espoirs que les bolchéviks avaient mis dans la révolution européenne se trouvaient provisoirement déçus. Le système capitaliste allait vraisemblablement connaître une phase de stabilisation temporaire, jusqu'à ce qu'une nouvelle crise vienne l'ébranler.

C'est dans ce contexte que Staline formule sa thèse sur la victoire possible du socialisme dans un seul pays. Cette thèse peut se résumer brièvement comme suit :

L'Union Soviétique, par le travail acharné de ses peuples et grâce aux ressources exceptionnelles de son territoire, est en mesure de bâtir à moyen terme une authentique société socialiste. Le reflux révolutionnaire qui atteint l'Europe capitaliste ne compromet donc pas la révolution. Bien au contraire, à mesure que l'U.R.S.S. progressera dans l'édification de l'ordre social nouveau, les travailleurs des pays capitalistes prendront conscience de la supériorité du socialisme et se détermineront en sa faveur.

En attendant, il incombe aux partis communistes de défendre les intérêts immédiats des travailleurs et d'engager des actions de masse pour que la politique internationale de leurs bourgeoisies ne compromette pas « l'édification du socialisme dans un seul pays ».

Les partis communistes doivent faire preuve de maturité politique ; il leur faut éviter les aventures de type « gauchiste » qui compromettent les bonnes relations que l'Union Soviétique entretient avec nombre d'Etats bourgeois et peuvent même déclencher une épreuve de force majeure entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme, au grand préjudice de l'édification socialiste.

L'implication essentielle de cette « théorie » consiste en ce que ce n'est plus désormais la classe ouvrière internationale qui est la force-clé dans la lutte pour la victoire socialiste, mais la progression économique de l'U.R.S.S.

2° — LA STRATEGIE DE « COEXISTENCE PACIFIQUE ».

La politique internationale de la direction soviétique actuelle procède fondamentalement de la même démarche. Son promoteur, N. S. Kroutchev, n'en fait d'ailleurs pas mystère. En un temps où l'ampleur du conflit sino-soviétique ne l'astreignait pas encore à surveiller ses formulations, il déclarait :

« La victoire de l'U.R.S.S. dans la compétition économique avec les U.S.A. et la victoire économique du système socialiste tout entier sur le système capitaliste, marqueront un tournant radical dans l'Histoire, exerceront une influence encore plus révolutionnaire sur le mouvement ouvrier dans le monde entier. Alors il sera clair, même pour les plus indécis, que seul le socialisme apporte tout ce qui est nécessaire à l'homme pour une vie heureuse et ils feront leur choix en faveur du socialisme.

Gagner du temps dans la compétition économique avec le capitalisme, voilà ce qui importe aujourd'hui. » (cf. Problèmes de la Paix et du Socialisme n° 1, page 6, janvier 1961.)

Pour les dirigeants soviétiques, ce n'est pas la lutte des peuples colonisés et du prolétariat des pays impérialistes qui est l'élément déterminant pour la victoire du socialisme ; à leurs yeux,

l'antagonisme historique entre bourgeois et prolétaires se réduit à la compétition économique de 2 modes de production différents, la victoire du meilleur assurant son hégémonie mondiale.

La stratégie dite « de la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents » est l'expression que revêt, dans le cadre du rapport de force actuel, cette orientation constante de la bureaucratie soviétique.

Pour devenir pleinement compétitive, l'économie soviétique a besoin que s'instaure un climat politique de détente internationale. L'objectif majeur des dirigeants soviétiques est de parvenir à un accord d'ensemble avec l'impérialisme américain, garantissant à long terme la « coexistence pacifique » entre les deux systèmes. Un tel accord comporterait la dissolution des blocs militaires, la réalisation progressive du désarmement général et contrôlé, le règlement pacifique des conflits internationaux, etc... Il mettrait un terme définitif à la guerre froide.

Mais tout accord de ce type est un compromis ; il faut que le partenaire y trouve également son compte : l'impérialisme menacé n'acceptera la « coexistence pacifique » que si elle lui permet de maintenir ses positions. Tout accord d'ensemble ne peut que consacrer le statu-quo international ; c'est dire qu'il est conclu aux dépens des mouvements révolutionnaires qui luttent précisément pour transformer ce statu-quo. Les dirigeants soviétiques sont résignés à cette contrepartie. Il y a longtemps qu'ils n'attendent rien de bon des luttes révolutionnaires : leurs résultats aléatoires ne méritent pas les tensions internationales qu'elles provoquent. Le réalisme politique est ailleurs : il consiste à affaiblir l'impérialisme, dans le cadre de la coexistence pacifique (c'est-à-dire sans remettre globalement en cause le statu-quo) en développant l'alliance des Etats ouvriers avec les nouveaux Etats indépendants du Tiers-Monde. L'aide généreuse que l'U.R.S.S. dispense aux anciennes colonies doit leur permettre de s'éloigner progressivement de l'orbite impérialiste. Le front commun des pays sous-développés et du « camp socialiste » isole l'impérialisme agressif et finira par l'empêcher de nuire.

La mission historique du prolétariat a soudainement changé de nature : son rôle consiste désormais à préserver la paix et la détente internationale :

« L'Histoire a assigné en premier lieu à la classe ouvrière internationale la grande mission de conjurer une nouvelle guerre mondiale... Les Partis Communistes considèrent la lutte pour la paix comme leur tâche primordiale, etc... ».

(Déclaration des 81 Partis Communistes - Moscou 1960.)

La recherche de toutes les collaborations possibles avec l'impérialisme ; la perspective d'une collaboration avec les bourgeoisies nationales des pays coloniaux et semi-coloniaux ; la volonté de frei-

ner au maximum le mouvement révolutionnaire partout où son essor gêne l'application de la stratégie générale : telles sont les implications immédiates de la politique internationale du Kremlin.

3° — COEXISTENCE PACIFIQUE ET REVOLUTION VIETNAMIENNE.

Le cours ultra-agressif que développe l'impérialisme américain depuis la victoire de la révolution cubaine, plonge la direction soviétique dans une situation difficile. Si elle réagit fermement aux agressions, elle compromet sa politique de bonne entente avec l'impérialisme dominant ; elle ruine toute chance de parvenir à des accords généraux avec Washington ; elle renonce dans les faits à son projet politique fondamental.

Mais si elle laisse écraser la révolution sans réagir, elle perd tout prestige dans « le camp anti-impérialiste ». La direction du mouvement ouvrier et révolutionnaire, atout principal des dirigeants soviétiques dans leurs négociations avec l'impérialisme, risque de lui échapper.

C'est dans ce dilemme que la révolution vietnamienne a plongé la direction soviétique. La lutte des guerilleros vietnamiens a détruit les effets de huit années de « détente internationale » qui venaient à peine de se concrétiser dans la signature des Accords de Moscou sur la non-dissémination des armes nucléaires. Elle contrarie visiblement les plans des dirigeants soviétiques. Ils se sont efforcés jusqu'à présent de préserver au maximum la « coexistence pacifique », en dépit des exactions américaines. Leur engagement au Viet-Nam devait apparaître sans équivoque comme essentiellement **défensif**. C'est pourquoi « l'aide matérielle » au Nord a **suivi** et non **précédé** l'escalade.

Un engagement massif en armement moderne et en spécialistes, au moment où l'escalade américaine n'était encore qu'une menace (1964), aurait certes pu dissuader le Pentagone. Mais il constituait un acte offensif caractérisé. Il mettait directement aux prises l'U.R.S.S. et les U.S.A. dans le Sud-Est asiatique. Il s'inscrivait en faux dans la perspective de la coexistence pacifique. Aussi l'aide accordée au Viet-Nam fut-elle tardive et inopérante.

Elle s'est limitée au strict minimum au-delà duquel la trahison devient patente. Elle permet au Nord Viet-Nam de ne pas succomber. Elle est incapable d'endiguer l'agression.

V

LA STRATEGIE INTERNATIONALE DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE FONDÉE, EN DERNIÈRE ANALYSE, SUR LA DÉFENSE DE SES INTÉRÊTS D'ÉTAT.

1° — NATURE DE LA DIRECTION MAOÏSTE.

La direction chinoise n'a jamais été une direction stalinienne au sens strict du terme. En 1926, les dirigeants chinois se sont inclinés devant la politique démente que leur imposait Staline-Boukharine. Plus tard, Mao Tsé Toung a publiquement désigné (interview à Edgard Snow), Borodine — l'envoyé de la III^e Internationale — comme le principal responsable de la catastrophe de 1927. Depuis lors, la direction chinoise a élaboré par elle-même sa stratégie de conquête du pouvoir, sans tenir compte des directives de Moscou. Au cours de la guerre civile menée contre Tchang Kaï Shek, le P.C.C. ne reçut qu'une aide dérisoire de l'U.R.S.S. A diverses reprises, Staline qui misait sur leur adversaire, s'est efforcé de contrecarrer leur action. A quelques mois de la victoire communiste, en 1949, il soutenait encore Tchang Kaï Shek et exhortait le P.C.C. à s'unir au Kuomintang, sous sa direction. La Révolution Chinoise a vaincu contre l'attente et la volonté de Staline.

Contrairement aux partis staliniens « classiques », le P.C.C. n'a jamais renoncé à l'objectif de la conquête du pouvoir par la révolution. Pour atteindre cet objectif, il a pris les armes dès la débacle de 1929 et ne les a jamais plus déposées.

Toutefois, si le P.C.C. n'a jamais été au sens strict un parti stalinien (instrument docile de la bureaucratie soviétique), il n'est pas non plus un parti marxiste révolutionnaire de type bolchévique. Issu du Komintern, il est de formation stalinienne, tant au niveau des conceptualisations politiques qu'en ce qui concerne le mode d'organisation. Il est cependant caractéristique, que la direction maoïste ait systématiquement déformé la plupart des thèses staliniennes afin de les « adapter » à sa pratique révolutionnaire en Chine (cf. caractère « ininterrompu » de la « révolution par étapes » ; rôle dirigeant du prolétariat dans les alliances, etc...).

2° — LA BUREAUCRATIE CHINOISE.

Ces limites de la direction chinoise rendent compte de ce que la victoire de la révolution en Chine a donné lieu à l'instauration d'un Etat ouvrier fortement bureaucratisé. L'accession des commu-

nistes au pouvoir ne s'est pas soldée par l'instauration d'une démocratie soviétique, comme en U.R.S.S. entre 1917 et 1921.

On n'a pas vu se coordonner en une hiérarchie nationale, des conseils d'ouvriers et de paysans dans les usines, les villes et les villages assumant chacun à leur niveau la plupart des fonctions étatiques. **L'exercice de ces fonctions fut confié à un nouveau corps de fonctionnaires d'Etat**, étroitement contrôlés par le parti communiste et le plus souvent recrutés en son sein. C'est cette nouvelle bureaucratie d'Etat, issue de la Révolution et largement confondue avec l'appareil du P.C.C., qui a « gouverné les hommes et administré les choses » en Chine.

Cette bureaucratie d'Etat constitue un groupe social distinct dans la société chinoise. Elle jouit des privilèges de tout ordre que confère l'exercice du pouvoir. Elle n'est en aucune façon contrôlée par les masses qu'elle dirige : les fonctionnaires du parti et de l'Etat ne sont pas responsables devant leur base : ils n'ont de compte à rendre qu'à leurs supérieurs dans la hiérarchie. Les relations entre dirigeants et dirigés relèvent du paternalisme bureaucratique ; on recommande aux cadres de ne pas s'éloigner du peuple, de se « mettre à l'écoute des masses, afin de déceler leurs aspirations et d'en tenir compte. **Mais on n'a pas constitué les organisations autonomes de masses, qui permettraient au peuple de formuler lui-même ses aspirations et d'en assurer la réalisation.** Aussi la bureaucratie chinoise s'est-elle cristallisée en couche sociale privilégiée. Elle tend à user de son pouvoir en vue de consolider sa position. Son comportement politique manifeste le conservatisme social propre aux couches privilégiées. Il constitue l'obstacle n° 1 sur la voie de l'approfondissement de la révolution. La politique, intérieure et extérieure, élaborée par la bureaucratie chinoise se fonde en dernière analyse sur la sauvegarde de ses intérêts essentiels. Elle ne défend les intérêts du prolétariat et de la révolution mondiale que dans la mesure où ils coïncident avec ses intérêts propres de bureaucratie d'Etat.

C'est à partir de ces données qu'il faut tenter de comprendre l'âpre lutte politique qui se déroule en Chine aujourd'hui sous couvert de « Révolution Culturelle ». (Il est encore trop tôt pour évaluer dans quelle mesure cette « révolution culturelle » modifie ces données).

3° — LA STRATEGIE INTERNATIONALE DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE.

Toutefois la position internationale de l'Etat chinois — et partant ses intérêts — sont radicalement différents de la position de l'Etat soviétique. La ligne « gauche » préconisée par le P.C. chinois, ainsi que le conflit sino-soviétique, découlent fondamentalement de cette différence de situation.

L'impérialisme s'est résigné à l'existence de l'U.R.S.S. dont il apprécie le réalisme politique et espère « l'embourgeoisement ».

La révolution chinoise par contre, constitue sa plus lourde défaite depuis la victoire des Bolchéviks. Son exemple et ses succès représentent une grave menace pour l'ordre capitaliste dans les pays sous-développés. La Chine populaire apparaît comme l'instigateur des luttes anti-impérialistes dans le monde. Elle est directement responsable de la dégradation du rapport de forces entre les classes à l'échelle internationale aux dépens de l'impérialisme.

L'administration américaine s'en tient aux accords de Yalta : la Chine, la Corée, le Viet-Nam, Cuba ne faisaient guère partie des « zones d'influence » attribuées à Staline. Aussi refuse-t-elle d'entériner le fait accompli de ces révolutions victorieuses. **Son objectif explicite est de les refouler.** Les relations qu'elle développe avec ces Etats se limitent au blocus économique et militaire, entrecoupé à l'occasion d'interventions armées directes.

Il est bien évident, dans ces conditions, que les dirigeants chinois ne peuvent jouer le jeu de la compétition pacifique. La recherche d'accords avec l'impérialisme constitue pour eux une politique parfaitement irréaliste. De tels accords ne sont concevables qu'entre partenaires qui ne mettent plus en cause la légitimité de leur existence respective. De même, l'immense retard économique initial de la Chine exclut d'emblée toute stratégie fondée sur la compétition économique avec les pays capitalistes développés. Le seul moyen dont elle dispose pour desserrer l'étau impérialiste consiste à développer une lutte internationale visant à l'affaiblir. La direction chinoise n'a pas intérêt au maintien du statu-quo. Sa politique internationale tend à remettre radicalement en cause le rapport de force actuel aux dépens de l'impérialisme. Un accord d'ensemble entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. se ferait nécessairement à ses dépens. Il consacrerait une situation de fait qui lui est défavorable. (cf. le Traité de Moscou de 1964 qui consacre le monopole nucléaire des deux grands et vise à interdire à la Chine l'accès à l'armement atomique).

Le conflit sino-soviétique repose en **dernière analyse** sur cette profonde divergence d'intérêt.

La stratégie préconisée par les dirigeants chinois se situe nettement à gauche de la ligne soviétique : elle ne constitue pas le prolétariat international en « force d'appoint » de l'édification socialiste en Chine. Elle conçoit au contraire l'essor des luttes anti-impérialistes dans le monde comme le seul moyen de consolider la révolution chinoise.

Le P.C.C. a développé une critique quelque peu sommaire mais assurément bien orientée des conceptions soviétiques sur les voies de passage au socialisme, les problèmes de la guerre et de la paix, etc...

Les partis communistes nés d'une scission pro-chinoise en Asie et en Amérique latine se sont montrés plus combatifs que leurs concurrents pro-soviétiques. Ces partis communistes de gauche ne

restent pas nécessairement inféodés à Pékin : l'évolution du P. C. pro-chinois indien est à cet égard tout à fait significative.

Contrairement à la direction soviétique, la direction chinoise constitue toujours une force révolutionnaire dans le monde.

4° — SES LIMITES

Mais en raison de sa nature bureaucratique, **cette direction chinoise reste à bien des égards opportuniste**. La direction chinoise arme et soutient les mouvements révolutionnaires partout où ils entrent en lutte contre une bourgeoisie nationale à la botte de l'impérialisme yankee (cf. en Amérique Latine). Mais elle paralyse généralement les mouvements révolutionnaires des pays du Tiers Monde dominés par une « bourgeoisie nationale anti-impérialiste ». Tout comme la direction soviétique, elle a soutenu en Indonésie la politique ultra-opportuniste de Aïdit pour ménager son alliance avec la direction anti-impérialiste de Soekarno.

Participant au gouvernement bourgeois de Soekarno, le P. C. indonésien pro-chinois a délibérément sabordé les possibilités de révolution sociale qui, à plusieurs reprises, ont existé dans le pays. A chaque occasion, il s'est efforcé d'endiguer le mouvement des masses au nom de la sacro-sainte unité nationale contre l'impérialisme. Il a payé du massacre de ses cadres cette politique de collaboration de classe.

Le P.C. japonais pro-chinois ne mène pas une politique différente de la ligne des P.C. français ou italien, flétrie par la presse chinoise et présentée comme une manifestation typique du révisionnisme krouchtévien.

De même, la politique chinoise au Moyen-Orient et en Algérie (soutien à la direction Boumedienne) n'est pas fondamentalement différente de la politique des « révisionnistes modernes ». Elle subordonne l'intérêt des mouvements révolutionnaires dans ces pays aux intérêts d'Etat de la bureaucratie chinoise.

Cette attitude des dirigeants chinois s'accompagne par ailleurs de prises de positions sectaires, revers habituel de la médaille opportuniste.

5° — LA CHINE ET LE FRONT UNIQUE POUR LA DEFENSE DE LA REVOLUTION VIETNAMIENNE.

La tactique maoïste dans le conflit vietnamien est à cet égard tout à fait significative. Les dirigeants chinois ont refusé de mettre l'Union Soviétique au pied du mur devant le mouvement ouvrier international, en lui proposant publiquement un pacte d'unité d'action pour prévenir ou stopper l'escalade américaine au Viet-Nam. Les Chinois pouvaient exiger comme base du front unique précisément ce que les Nord-Vietnamiens, les Nord-Coréens et les Cubains proposent aujourd'hui : solidarité unie et active du mouvement ouvrier

international contre l'agression impérialiste ; réponses offensives à l'escalade américaine ; ouverture de nouveaux fronts de guerillas là où les conditions le permettent (pays du « tiers-monde ») ; intensification de l'agitation anti-impérialiste dans les pays capitalistes avancés ; aide matérielle et militaire qualitativement accrue des pays du « camp socialiste ».

— ou bien l'U.R.S.S. acceptait un tel front unique (en dépit de sa politique de coexistence et afin de ne pas se discréditer devant le mouvement ouvrier international), et l'escalade américaine se trouvait bloquée par la menace sérieuse de représailles ;

— ou bien l'U.R.S.S. refusait l'unité d'action menée sur une telle base et démontrait aux yeux du mouvement ouvrier et révolutionnaire international, la nature de sa politique.

Au contraire, par son attitude ultra-sectaire (dénonciation de la « complicité » soviétique et refus de toute action commune, aussi limitée et urgente soit-elle) la direction chinoise porte une part de responsabilité dans l'aggravation des divisions du « camp socialiste » à un moment où chaque signe de faiblesse renforce la détermination des agresseurs. Elle a perdu une excellente occasion de confondre la ligne stratégique de l'U.R.S.S. et de rassembler sur ses critiques une large fraction du mouvement communiste. Son attitude et l'outrance de ses critiques ont permis à la direction soviétique de se disculper en dénonçant la mauvaise volonté de la Chine et son refus de préparer une riposte unie.

6° — PLACE DE LA REVOLUTION CHINOISE DANS LA CRISE DU STALINISME.

Il faut défendre inconditionnellement la révolution chinoise contre les menaces d'agression impérialiste qui pèsent sur elle aujourd'hui. Il faut dénoncer les calomnies infâmes que déversent journellement sur l'Etat ouvrier chinois la propagande bourgeoise et le mouvement communiste pro-soviétique.

Il faut étudier la Révolution Chinoise, en assimiler les leçons ; en se gardant d'appliquer des schémas explicatifs pré-fabriqués. Mais il serait naïf d'attendre de l'actuelle direction chinoise la régénérescence du mouvement ouvrier.

Le conflit sino-soviétique a fait voler en éclat le monolithisme stalinien. Une première polarisation de tendances de gauche au sein du mouvement communiste international s'est dessinée autour du Parti chinois, en raison de ses critiques contre le « révisionnisme moderne ».

L'attitude ultra-sectaire du P.C.C. et sa tactique dans le conflit vietnamien ont défait ce premier groupement. Mais la différenciation politique continue au sein du mouvement communiste. L'aile gauche de ce mouvement est incarnée aujourd'hui par la direction

La politique soviétique produit l'exact inverse de l'effet escompté. Elle est interprétée aux U.S.A. pour ce qu'elle est : un signe de faiblesse. L'esprit de conciliation des soviétiques favorise l'audience de l'aile « dure » de l'impérialisme. Les dirigeants américains se persuadent qu'ils peuvent pousser très loin la répression contre-révolutionnaire, sans provoquer de réactions sérieuses de la part de l'U.R.S.S. **La volonté de compromis des uns multiplie l'agressivité des autres en les assurant de l'impunité.**

L'escalade américaine au Viet-Nam illustre parfaitement cet état de fait. La tactique même de « l'escalade » est tout à fait significative : il s'agit d'agresser un ennemi qui dispose d'un potentiel militaire énorme, mais qui manifestement est terrorisé à l'idée d'avoir un jour à s'en servir : la progression prudente dans l'agression doit permettre de définir, à chaque degré, jusqu'où l'agresseur peut frapper sans déclencher l'engagement effectif de son adversaire.

Au Viet-Nam, chaque nouvel échelon est franchi lorsque l'impérialisme est absolument sûr que, cette fois encore, l'U.R.S.S. se contentera de réagir par des protestations verbales et « une aide matérielle accrue ». Pour acquérir cette certitude, il lui faut constamment « sonder » les intentions des Soviétiques. Aussi, tout nouveau progrès dans l'escalade est-il précédé d'une série d'actions militaires qui l'annoncent (cf. les bombardements des bases de fusées Sam en cours d'installation dans la banlieue d'Hanoï avant l'attaque massive de la capitale nord-vietnamienne, etc...).

Les réactions de l'U.R.S.S. à ces opérations-tests déterminent finalement l'attitude du gouvernement américain.

Clamer, comme les dirigeants soviétiques, qu'on ne peut s'engager directement au Viet-Nam sans compromettre la paix mondiale, c'est signifier qu'on accepte d'immoler la révolution vietnamienne pour sauvegarder cette paix. C'est encourager l'impérialisme dans son agression, qu'il sait désormais sans risque.

Quémander la paix à l'impérialisme en multipliant les gestes de bonne volonté et les soupirs pacifistes, c'est faire étalage de sa faiblesse et de son irrésolution ; c'est renforcer la confiance en soi de l'adversaire et sa détermination agressive. C'est aggraver les dangers de guerre mondiale et non les conjurer.

En 1919, le programme du P.C.U.S., rédigé par Lénine, stipulait :

« La pression grandissante du prolétariat et surtout ses victoires dans certains pays accroissent la résistance des exploités, et les amènent à de nouvelles formes d'associations capitalistes internationales (la Société des Nations) qui organisent à l'échelle mondiale l'exploitation systématique des peuples du globe, cherchent avant tout à réprimer le mouvement révolutionnaire des prolétaires de tous les pays.

Tout cela entraîne inévitablement des guerres civiles au sein de divers Etats, coïncidant avec les guerres révolutionnaires des pays prolétariens qui se défendent et des peuples opprimés soulevés contre les puissances impérialistes.

Dans ces conditions, le mot d'ordre du pacifisme, tel que le désarmement international en régime capitaliste, les tribunaux d'arbitrage, etc..., ne relève pas seulement de l'utopisme réactionnaire, mais constitue encore à l'égard des travailleurs une duperie manifeste tendant à les désarmer et à les détourner de la tâche de désarmer les exploités. »

Ces lignes du programme bolchévique sont d'une étonnante actualité. Elles constituent une condamnation sans appel de la politique internationale de l'Union Soviétique.

2° — LUTTE POUR LA PAIX = LUTTE POUR LA REVOLUTION.

Certes le problème de la guerre mondiale ne se pose plus en 1967 dans les mêmes termes qu'en 1914. La constitution d'un puissant « bloc socialiste » doté de l'armement le plus moderne, a modifié les données du problème :

a) Contrairement aux guerres précédentes, la troisième guerre mondiale ne saurait être une guerre inter-impérialistes en vue d'une nouvelle répartition du marché capitaliste mondial. Elle ne pourrait être qu'une guerre mondiale contre-révolutionnaire opposant en premier lieu les deux « blocs ».

b) Cette troisième guerre mondiale serait une guerre **atomique** (à laquelle participeraient toutes les puissances nucléaires avec la totalité de leur arsenal). Elle impliquerait la destruction de la base matérielle de la civilisation. Dès lors le mot d'ordre léniniste « transformer la guerre inter-impérialiste en guerre civile révolutionnaire », apparaît inadéquat.

c) L'impérialisme ne peut escompter déclencher une guerre mondiale victorieuse. La troisième guerre mondiale ne pourrait être qu'une guerre de **désespoir** (ou une guerre « accidentelle »), une tentative de dernière heure pour défendre ce qui reste de la société capitaliste face à un raz de marée révolutionnaire. Une telle guerre ne serait sérieusement envisagée par l'impérialisme que lorsqu'il se verra poussé dans ses derniers retranchements. Tant que la bourgeoisie connaîtra une relative prospérité économique, disposant encore de réserves et de richesses énormes, contrôlant toujours économiquement la majeure partie du monde, il est très improbable qu'elle se lance dans un conflit international qui entraînerait sa propre destruction. Avant de recourir à cette « mesure extrême », l'impérialisme doit épuiser toute une

gamme de méthodes d'interventions contre-révolutionnaires (dictature militaire, guerres locales, etc...) qui à court terme peuvent ne pas se révéler inefficaces.

La nature de l'impérialisme reste fondamentalement la même : son agressivité actuelle n'est pas due, comme le voudraient croire les dirigeants soviétiques, à l'influence pernicieuse qu'exercent sur la Maison Blanche « quelques têtes brûlées de la C.I.A. ». Elle correspond aux nécessités de la défense des intérêts de classe de la bourgeoisie. Tant que subsistera le capitalisme, subsisteront aussi les dangers de guerre. Aucun pacte, aucun accord ne pourra jamais les écarter. L'impérialisme ne tiendra nul compte de ces accords dès lors que les rapports de force entre les classes à l'échelle internationale évolueront à ses dépens.

L'axe de la lutte pour la paix demeure la thèse léniniste bien connue :

« Seule la Révolution peut historiquement empêcher la guerre. »

La lutte pour la paix ne peut être qu'une lutte contre les forces de guerre. La victoire de la paix ne peut être qu'une victoire définitive sur l'impérialisme. C'est pourquoi le mouvement ouvrier et révolutionnaire ne doit, en aucune façon, se sentir tenu par les accords et par les traités que les Etats ouvriers passent (à tort ou à raison) avec l'impérialisme. Leur rôle consiste au contraire à intensifier la lutte de classe dans leurs pays respectifs, en vue de s'emparer du pouvoir et de renverser l'ordre bourgeois, portant ainsi un coup sérieux au système impérialiste mondial.

La lutte pour la paix est partie intégrante de la lutte pour la révolution. Quiconque veut les dissocier l'une de l'autre, combat en fait ni pour la paix ni pour la révolution : il sacrifie la révolution et compromet la paix.

La question de la guerre et de la paix s'énonce concrètement comme suit : les prolétaires de tous les pays, et en premier lieu les masses laborieuses des citadelles impérialistes, parviendront-elles à paralyser, puis à désarmer la bourgeoisie impérialiste avant qu'elle ne déclenche la troisième guerre mondiale ?

Il n'y a pas de réponse toute prête à cette question. Aujourd'hui plus que jamais l'alternative « socialisme ou barbarie » reste ouverte.

C'est l'ampleur et le dynamisme des luttes de classe à l'échelle internationale dans la période en cours qui détermineront la réalisation de tel ou tel terme.

Puissent les révolutionnaires de tous les pays construire les partis ouvriers d'avant-garde, capables de mener ces luttes au succès avant qu'il ne soit trop tard !

VII

L'EXPANSION ECONOMIQUE N'A PAS RESOLU LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME.

Les pays capitalistes avancés ont connu, après la seconde guerre mondiale une période de croissance industrielle accélérée et sans à-coups sérieux. Les taux de croissance industriels annuels, variables selon les pays se sont généralement maintenus à un niveau élevé (10 % en Allemagne et au Japon, 9 % en Italie, 5 % en France).

L'expansion ne fut perturbée que par des crises économiques mineures. Les « récessions » apparaissent comme des paliers dans la croissance, comme des coups d'arrêt temporaires séparant des phases d'expansion vigoureuses. Elles présentent par ailleurs un caractère nettement désynchronisé, frappant surtout les économies américaines et britanniques ; (mais, même aux U.S.A., les phases de récession couvrent seulement 20 % de la période).

Dans bien des pays, les récessions ne se sont pas marquées par un fléchissement absolu de la production et du revenu national, mais simplement par une baisse sensible du taux annuel d'expansion.

Les masses laborieuses ont mis à profit la situation de plein emploi et la conjoncture économique favorable pour arracher des hausses de salaires et accroître leur pouvoir d'achat réel. Oubliant leurs frayeurs d'avant-guerre, les idéologues de la bourgeoisie chantent l'avènement de la « société d'abondance », de « bien-être », et de « consommation ».

Il ne peut être question ici d'une analyse d'ensemble du capitalisme contemporain. Il nous faut simplement indiquer les points suivants :

1°) EVOLUTION DU CAPITALISME : LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT.

L'expansion économique des pays capitalistes avancés repose essentiellement sur le mouvement d'innovations technologiques — communément appelé 3^e révolution industrielle — qui s'est affirmé dans les pays capitalistes développés au lendemain de la seconde guerre mondiale. Les découvertes technologiques accumulées dans

les pays capitalistes durant le 1^{er} tiers du XX^e siècle et au cours de la seconde guerre mondiale, ont donné lieu dès la fin des hostilités à des innovations industrielles massives. Ce mouvement d'innovations technologiques, combiné à la reconstruction des ruines de la guerre, s'est traduit par un renouvellement général de l'appareil de production.

Des capitaux énormes furent de ce fait annuellement investis dans les pays capitalistes avancés, entraînant une activité économique fébrile. Ce sont les industries nouvelles, créées ou développées par cette révolution technologique qui stimulent l'expansion des pays capitalistes développés (chimie, électronique, électricité, industrie des armements, biens de consommation durables, etc...).

Cette « troisième révolution industrielle » s'est opérée dans le cadre d'un capitalisme de monopoles contrôlant étroitement l'Etat bourgeois.

Un demi-siècle de concentration accélérée a profondément modifié la structure interne de la classe dominante. Le grand capital monopoliste n'est plus désormais une fraction de la bourgeoisie parmi d'autres. Il est devenu la fraction bourgeoise absolument dominante, maîtresse de la production, des marchés et des investissements fondamentaux.

Cette évolution s'est traduite sur le plan politique par la crise de la démocratie bourgeoise et la main-mise directe du capital monopoliste sur l'Etat bourgeois perpétuellement renforcé.

Celui-ci est devenu l'instrument indispensable de l'accumulation du capital. Sans son intervention constante et multiforme, le système ne peut plus fonctionner. Cette intervention croissante de l'Etat dans la vie économique joue un rôle régulateur. C'est elle qui rend compte dans une large mesure, de l'atténuation des fluctuations économiques. L'Etat intervient à trois niveaux :

— au moyen des organismes de programmation nationale, l'Etat **informe** les chefs d'entreprise, des conditions du marché et des décisions de chacun, afin de les rendre compatibles. La « planification capitaliste » constitue un effort — plus ou moins heureux — pour rationaliser la fonction d'investissement.

— au moyen du budget national (15 à 35 % du revenu national des pays capitalistes avancés) **l'Etat assure un volume plus stable des investissements et des revenus.**

Le volume des dépenses publiques (investissements, commandes d'Etat, salaires, pensions, allocations diverses) est à peu près constant et pratiquement indépendant de la conjoncture économique momentanée.

— au moyen de diverses techniques anti-cycles, l'Etat intervient **conjoncturellement** dans la vie économique afin de **résorber le choc des crises dès l'instant où elles éclatent.** Il s'est montré jusqu'à ce jour en mesure de bloquer le processus cumulatif de la crise économique à son premier palier.

2°) LES CONTRADICTIONS DU SYSTEME SUBSISTENT.

Sous l'impulsion de la troisième révolution industrielle, le capitalisme est parvenu à atténuer certaines de ses contradictions les plus explosives dans les centres impérialistes. Mais toutes les contradictions classiques du capitalisme demeurent.

L'atténuation de certaines d'entre elles n'a été obtenue qu'au prix de contradictions nouvelles et menaçantes. La marche cyclique de l'économie, l'inflation larvée, le développement de « capacités de production excédentaires », la réapparition du chômage technologique, l'âpreté des conflits sociaux, sont autant de manifestations de ces contradictions persistantes.

Le capitalisme contemporain est parvenu à éviter les crises économiques catastrophiques dans ses centres impérialistes. Il n'est en rien parvenu à résoudre les contradictions fondamentales du système. Il comporte comme par le passé des « situations de crise » permettant de mobiliser les masses sur des objectifs anti-capitalistes.

Ces crises objectives du système éclatent à partir des fluctuations économiques; à partir des problèmes structurels qui surgissent du fait même du caractère capitaliste de l'expansion (déséquilibres régionaux, crises monétaires, problèmes de reconversion, etc...) à partir de conflits sociaux majeurs suscités par les offensives périodiques du patronat contre le niveau de vie ouvrier et les libertés syndicales; à partir de conflits politiques, enfin, (problème de la « décolonisation », tentative d'instaurer des régimes forts, etc...).

Le capitalisme contemporain produit inévitablement ces crises économiques et sociales. Comme le montrait Marx : « **Il produit lui-même les conditions objectives de sa propre destruction.** »

3°) LA FAILLITE DU CAPITALISME.

D'autant plus que les effets expansifs de la troisième révolution industrielle s'épuisent aujourd'hui lentement. Il est probable que la phase d'expansion longue caractérisant les pays capitalistes avancés depuis une vingtaine d'années touche à sa fin.

Certes, rien ne permet de prévoir une crise économique grave. Mais bien des indices annoncent un ralentissement durable de l'expansion. Certains facteurs décisifs de la croissance à long terme s'essouffent manifestement.

La reconstruction économique des pays belligérants est partout achevée. L'appareil de production des principaux pays capitalistes se trouve pour l'essentiel, totalement rénové.

Aussi, le taux des investissements tend généralement à décroître d'autant plus que l'exacerbation de la concurrence internationale amenuise les marges de profit.

La perspective d'une crise du système monétaire international se précise.

D'autres facteurs importants continuent de jouer en sens inverse. Mais il n'est pas douteux que les économies occidentales vont vers un ralentissement de l'expansion.

La période dorée du capitalisme d'après-guerre touche à sa fin.

Les crises du système capitaliste n'ont pas manqué en période de pleine expansion. Elles seront plus longues et plus graves dans le cadre d'un capitalisme stagnant.

La perspective d'une crise du système monétaire international se précise.

D'autres facteurs importants continuent de jouer en sens inverse. Mais il n'est pas douteux que les économies occidentales vont vers un ralentissement de l'expansion.

La période dorée du capitalisme d'après-guerre touche à sa fin.

Les crises du système capitaliste n'ont pas manqué en période de pleine expansion. Elles seront plus longues et plus graves dans le cadre d'un capitalisme stagnant.

VIII

LA CLASSE OUVRIERE D'EUROPE OCCIDENTALE RESTE DISPONIBLE POUR LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE.

L'expansion économique des pays capitalistes développés a surpris les marxistes et le mouvement ouvrier international. Un problème central s'est trouvé posé : toute stratégie révolutionnaire n'est-elle pas nécessairement utopique dans la conjoncture actuelle ? Dans une telle conjoncture, le capitalisme n'est-il pas à même d'assurer la « dépolitisation » de la classe ouvrière, d'annihiler sa conscience de classe ? Les luttes mêmes que mène le prolétariat peuvent-elles prendre une forme révolutionnaire dans un climat de « prospérité » capitaliste ? La conquête du pouvoir constitue-t-elle encore un objectif réaliste pour les travailleurs d'occident ?

1°) LES DEFAITISMES.

Le défaitisme et le révisionnisme prédominent dans les réponses que le mouvement communiste apporte à ces questions.

Qu'elles soient d'obédience krouchtévienne ou pro-chinoise, les stratégies communistes dénie toute capacité révolutionnaire au prolétariat d'Occident et comptent essentiellement sur des **forces extérieures** aux pays capitalistes avancés pour résoudre le problème de la révolution dans les centres impérialistes.

Dans l'optique krouchtévienne c'est la croissance économique de l'U.R.S.S. et du « camp socialiste » qui constitue cette force extérieure.

Dans l'optique chinoise, ce sont les progrès de la révolution coloniale.

Les « maoïstes subtils » théorisent même à partir d'un prétendu déplacement des contradictions caractérisant l'époque contemporaine :

La contradiction principale n'oppose plus, comme par le passé, la classe ouvrière à la bourgeoisie. La contradiction principale est désormais celle qui oppose les peuples opprimés du Tiers-Monde à l'impérialisme. La classe ouvrière des pays capitalistes se trouve en partie solidaire de sa bourgeoisie. Elle n'est pas à même de s'opposer radicalement à un système dont elle profite. Le rôle de

l'avant-garde est d'appuyer au maximum les révolutionnaires des pays coloniaux. Les succès des guerres de libération nationale et sociale provoqueront finalement la chute de l'impérialisme.

« La principale contradiction du monde contemporain réside dans les heurts entre les peuples révolutionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine d'une part, et d'autre part, les impérialistes avec à leur tête les Etats-Unis.

Lorsqu'ils commettent leurs agressions dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, les impérialistes commencent généralement par s'emparer des grandes cités et des principales voies ferrées mais ils sont incapables de contrôler entièrement la campagne. Or, c'est justement la campagne, et elle seule, qui offre les vastes espaces où les forces révolutionnaires peuvent manœuvrer librement...

Transposé à l'échelle du globe terrestre, cela signifie que l'Amérique du Nord et l'Europe peuvent être comparées à des cités tandis que l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine représentent des régions rurales.

Le monde actuel offre donc, lui aussi, une image de l'encerclement des cités par le mouvement révolutionnaire des régions rurales. » Lin Piao, 2 sept. 1965.

La conséquence commune de ces optiques divergentes est de rejeter dans un avenir imprévisible et lointain la lutte pour la conquête du pouvoir dans les pays capitalistes avancés. La classe ouvrière de ces pays est jugée inapte à remplir sa mission historique. Elle est tout juste bonne à servir de force d'appoint aux travailleurs soviétiques « bâtisseurs du communisme » ou aux maquisards anti-impérialistes de la « zone des tempêtes ». Ainsi tout espoir n'est-il pas éteint : les communistes d'Europe occidentale peuvent s'imaginer travailler pour le socialisme sans toutefois mener par eux-mêmes des luttes radicales contre l'ordre bourgeois.

Mais ces espoirs sont vains : les perspectives soviétiques et chinoises sont tout à fait irréalistes. En dépit des vantardises krouchtchéviennes, le niveau de vie par tête d'habitant en Union Soviétique n'est pas près de dépasser le niveau de vie par tête d'habitant aux U.S.A. (à moins, bien évidemment, que survienne une crise grave et prolongée de l'économie américaine ; mais alors, les effets révolutionnaires de cette crise seraient beaucoup plus déterminants que le pouvoir d'attraction exercé par la croissance de l'économie soviétique).

Et quand bien même le niveau de vie en U.R.S.S. deviendrait-il le plus élevé du monde, la victoire du socialisme ne s'imposerait pas pour autant. S'imaginer que les travailleurs optent pour tel ou tel système social en fonction du niveau de vie qu'il assure est une vision grossièrement simpliste.

En bonne logique, sur la base d'un tel postulat, la classe ouvrière internationale devrait se montrer un chaud partisan du capi-

talisme à l'américaine, puisque les citoyens des Etats-Unis bénéficient du plus fort pouvoir d'achat.

La lutte pour le socialisme n'est pas simplement une lutte pour plus de « goulash ». Elle est d'abord une lutte pour de nouveaux rapports sociaux.

La classe ouvrière ne peut se donner cet objectif que si elle accède à la plénitude de sa conscience de classe. Ce processus se réalise au travers des luttes de plus en plus amples qu'elle engage et qui l'éduquent. Au cours des batailles qu'elle mène contre son propre capitalisme, elle se dégage de l'emprise de l'idéologie bourgeoise et s'affirme porteuse d'un ordre social nouveau.

La perspective chinoise est plus sérieuse. Il est indubitable que la perte effective des marchés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine porterait un coup décisif aux économies impérialistes. Mais cette perte effective implique la transcendance socialiste de la révolution coloniale, et par conséquent l'épreuve de force avec l'impérialisme dominant.

Cette voie est la plus incertaine qui soit. Il ne faut pas attendre des révolutions coloniales qu'elles provoquent la crise économique en Europe et en Amérique du Nord et réveillent de ce fait la classe ouvrière de ces pays.

Il faut au contraire profiter de l'impact que la révolution coloniale exerce sur l'avant-garde de la classe ouvrière et de la jeunesse d'occident, pour développer les luttes anti-capitalistes dans les métropoles impérialistes.

2°) ACTUALITE DE LA REVOLUTION

Les perspectives chinoises et krouchtchéviennes procèdent d'un déterminisme économique tout à fait mécaniste ; leur postulat de base tient dans un lieu commun bien usé : une classe ouvrière jouissant d'un niveau de vie relativement élevé est « satisfaite » du système et ne veut pas lutter pour son abolition. Le corollaire de ce postulat peut s'énoncer comme suit : un capitalisme qui ne connaîtrait pas de crises catastrophiques est proprement indestructible de « l'intérieur ».

Contre ce déterminisme grossier extrêmement répandu, il nous faut rappeler la thèse fondamentale de Marx : la conscience révolutionnaire du prolétariat n'est pas strictement liée au niveau des salaires. Le pouvoir d'achat des prolétaires peut historiquement augmenter sans que leur conscience de classe ne s'estompe pour autant.

La classe ouvrière n'est pas la classe la plus révolutionnaire parce qu'elle est la classe la plus misérable.

La conscience révolutionnaire du prolétariat se fonde sur la **condition ouvrière** et non pas sur la **misère ouvrière**. Et cette condition ouvrière demeure fondamentalement inchangée : l'ouvrier reste une marchandise qui vaut ce que vaut sa force de travail sur le

marché de l'emploi. Les capitalistes qui acquièrent cette force de travail en disposent à leur guise. Eux seuls décident de ce qu'il faut produire, des techniques de production, de l'organisation du travail. Et leurs décisions sont dictées, aujourd'hui comme hier, par la course au profit maximum, aux dépens des besoins fondamentaux des travailleurs : cadences démentes, durée excessive de la journée de travail, autoritarisme et arbitraire patronal, modes de rétribution discriminatoires et injustes, sur-exploitation des jeunes, des femmes, de la main-d'œuvre étrangère, insécurité de l'emploi, telles sont les réalités persistantes de la condition ouvrière, sur lesquelles passent pudiquement les apologues du néo-capitalisme.

Et cette condition ouvrière ne cesse de s'étendre avec la mécanisation du prétendu « secteur tertiaire », à des catégories salariales qui, jusqu'à ce jour, y échappaient partiellement. (Cf. aux U.S.A. la mécanisation des travaux de classement et des tâches administratives ; certains bureaux sont désormais organisés comme des chaînes de montage).

Les travailleurs aspirent plus ou moins confusément à l'abolition de la condition ouvrière. En période de crise, leurs luttes tendent objectivement, non plus à améliorer cette condition, mais à la supprimer. Il incombe alors au parti ouvrier d'avant-garde d'accrocher cette orientation, en définissant les mots d'ordre qui permettent de faire voler en éclat les rapports de production capitalistes — dont la condition ouvrière est le produit.

Par ailleurs, le niveau de vie relativement élevé des prolétaires d'Europe n'est pas un don du ciel. Il a été arraché de haute lutte au capitalisme européen. La classe ouvrière sait parfaitement que chacun de ses avantages est une **conquête** imposée à la bourgeoisie en un temps où le rapport de force était meilleur.

Elle sait également que ses acquis sont sans cesse remis en question et qu'il lui faut les défendre.

Le « haut niveau de vie » des ouvriers européens n'est pas un frein mais un stimulant à leur combativité. L'histoire récente des luttes de classe en Europe démontre que les secteurs les plus combattifs du prolétariat ne sont pas les secteurs les plus mal payés. Au contraire, en France, en Italie, en Espagne, etc..., ce sont souvent les ouvriers les mieux payés qui se sont trouvés à la pointe du combat.

La classe ouvrière belge a déclenché le mouvement le plus violent et le plus dynamique de son histoire, lors de la grève générale d'un mois survenue en 1960-61, à une époque où les travailleurs belges jouissaient des salaires les plus élevés d'Europe.

Il n'y a aucune liaison mécanique entre le niveau des salaires ouvriers et la conscience politique du prolétariat. Les conditions objectives qui font de la classe ouvrière une classe potentiellement révolutionnaire, subsistent.

Mais dans le cadre de l'expansion capitaliste, **le rôle d'éducation et d'organisation révolutionnaires du prolétariat qui incombe au parti d'avant-garde, revêt une importance capitale.**

D'autre part, une situation révolutionnaire ne se ramène pas nécessairement à une situation d'effondrement de l'économie et de l'Etat capitaliste, du type Russie 1917 ou Allemagne 1919-23.

Les luttes de masse en France et en Espagne des années 1935-36 ont incontestablement précipité une situation révolutionnaire. Pourtant elles ne se situent ni au terme d'un défaite militaire, ni au point culminant d'une crise économique. Elles furent déclenchées entre les deux crises de 1929 et 1938, en pleine période de récupération économique.

Il est peu probable que l'Europe capitaliste connaisse dans les années à venir des crises de la gravité de celles de 1918, 1929 ou 1945-47. Mais il est prévisible par contre, quelle traversera des situations analogues à celle de 1936.

La crise belge de 1960-61 l'atteste, de même que la crise grecque de 1965.

Le capitalisme « avancé » reste le capitalisme. Inévitablement ses contradictions internes suscitent des luttes sociales qui peuvent mener à sa destruction en Europe. Les luttes de classe décisives sont devant nous et non derrière nous. Le prolétariat industriel européen est le plus nombreux et le plus riche en traditions. Il lui reste encore un rôle décisif à jouer pour assurer la victoire de la révolution mondiale. Son propre sort dépend essentiellement dans les années prochaines de sa capacité à définir et à appliquer une stratégie authentiquement révolutionnaire.

IX

LES PARTIS COMMUNISTES D'EUROPE OCCIDENTALE SONT DES PARTIS NEO-REFORMISTES.

Les directions des partis communistes européens préconisent, pour leurs pays respectifs, la stratégie dite « des voies de passage pacifiques et démocratiques au socialisme ».

Cette stratégie constitue l'application au niveau national des principes de la « coexistence pacifique » ; la violence révolutionnaire est bannie des rapports entre les classes sociales, comme elle est bannie des relations entre Etats à systèmes sociaux différents. La voie révolutionnaire pour la conquête du pouvoir est considérée comme historiquement dépassée. Dans les conditions du monde moderne, le socialisme doit s'imposer par la « voie démocratique » : lorsque l'écrasante majorité de la population aura opté pour le socialisme, le rapport de force entre les classes sera tellement favorable au prolétariat (en raison de la puissance de l'U.R.S.S.) que la bourgeoisie refusera un combat qu'elle sait désespéré. L'avènement du socialisme s'imposera progressivement dans le cadre des institutions démocratiques dominées par la coalition des partis ouvriers et républicains.

Cette perspective comporte un préalable important : pour passer « démocratiquement » au socialisme, il faut qu'au départ il y ait démocratie. Or, aujourd'hui ce n'est pas le cas. Nous vivons en France sous un « régime de pouvoir personnel ». On ne peut manifestement pas réaliser démocratiquement le socialisme à partir de la V^e République. Il importe donc dans une première étape, que la classe ouvrière rétablisse la démocratie bourgeoise liquidée par les monopoles.

Le socialisme demeure le but lointain. A moyen terme l'objectif fondamental est l'instauration d'un système politique réalisant le maximum de démocratie compatible avec le maintien du mode de production capitaliste.

« Certains disent : il faut aller plus loin ; il faut un programme socialiste. Ainsi que le déclarait le camarade Waldeck-Rochet lors de la dernière session du Comité Central : nous sommes pour le socialisme, c'est notre but fondamental. Mais nous ne sommes pas les hommes du tout ou rien et nous tenons compte à chaque étape de ce qu'il est possible de faire... Les travailleurs, les démo-

crates, aspirent au rétablissement de la démocratie, à son épanouissement, à l'efficacité et à la stabilité. Notre programme répond justement à ces préoccupations. »

Georges Marchais - Rapport au C. C. du 19-10-1966, in « Humanité » du 20-10-1966.

Cette perspective générale fonde un programme et une tactique :

— le programme s'efforce de restaurer le parlementarisme bourgeois. Il entend rétablir la prééminence du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif et rendre aux assemblées élues leur puissance d'autrefois. Il prétend, à cette fin, limiter la puissance politique et économique des monopoles au moyen d'importantes nationalisations.

— la tactique vise à rassembler autour de la classe ouvrière « toutes les couches sociales victimes des monopoles », dans un front démocratique. L'union des « couches anti-monopolistes » doit s'incarner dans l'alliance parlementaire et électorale de leurs représentants politiques. Elle doit aboutir à un programme commun de gouvernement.

1°) CARACTERE REFORMISTE DE LA LIGNE POLITIQUE DU P.C.F.

a) Du réformisme ascendant...

La théorie du passage pacifique et démocratique au socialisme n'est pas nouvelle. Elle fut développée au début du siècle par l'aile réformiste de la II^e Internationale. D'après Bernstein, Jaurès, etc..., le recours à la violence révolutionnaire, indispensable contre les régimes dictatoriaux, n'était pas de mise dans une démocratie parlementaire. Dans les pays démocratiques, la classe ouvrière pouvait s'emparer du pouvoir dans le cadre de la Légimité, définie par la Constitution : la croissance du prolétariat, le prestige grandissant du socialisme, allaient donner aux partis sociaux-démocrates la majorité dans le pays et au parlement. Une chambre socialiste prendrait graduellement l'ensemble des mesures instituant la société sans classe. Elle s'appuierait étroitement sur le mouvement des masses laborieuses. On passerait ainsi, progressivement, de la démocratie bourgeoise à la démocratie socialiste. Car il n'y a entre ces deux régimes qu'une différence de degré : « la démocratie, c'est le minimum de socialisme ; le socialisme, c'est le maximum de démocratie », disait Jaurès. Et c'est au nom de cette analyse qu'il préconisait la participation du socialiste Millerand au gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau.

L'aile révolutionnaire de la II^e Internationale s'est vivement élevée contre ces conceptions. S'appuyant sur l'analyse marxiste de l'Etat, elle déniait toute possibilité de transformer graduellement, de l'intérieur, la nature de l'Etat bourgeois.

Entre la démocratie bourgeoise et la démocratie socialiste, il y a une différence de nature : la démocratie représentative n'est qu'une forme spécifique de l'Etat bourgeois ; elle est le moyen

adéquat de la dictature de la bourgeoisie à un stade déterminé du développement capitaliste. La démocratie socialiste est une forme spécifique de l'Etat ouvrier. Elle constitue la négation radicale de la démocratie bourgeoise, non son développement. Elle est la dictature du prolétariat, l'organisation du prolétariat en classe dominante. Aussi le passage de l'une à l'autre implique-t-il bien autre chose qu'un changement de majorité. Il implique une révolution sociale. Les luttes décisives ont lieu dans les usines et dans la rue. Le parlement n'est que la tribune propagandiste d'où les révolutionnaires s'adressent aux masses. En aucun cas il ne saurait constituer l'instrument de la prise du pouvoir. **La conquête du pouvoir est toujours violente.** La question de savoir si elle est sanglante ne dépend pas du prolétariat mais de la bourgeoisie. Il se peut — exceptionnellement — que la révolution triomphe sans effusion de sang. Mais en tout état de cause, la classe ouvrière doit être prête au combat armé.

b) ...au réformisme de la décadence.

L'orientation politique du P.C.F. procède manifestement de la démarche réformiste ; « la consubstantialité » de la démocratie et du socialisme est vigoureusement affirmée :

« Dans les conditions du capitalisme monopoliste d'Etat, tout mouvement démocratique évolue d'une façon **naturelle et normale** en mouvement socialiste, toute conquête démocratique authentique est en même temps un pas en avant dans la direction du socialisme... »

La démocratie nouvelle sera une **création continue**. En d'autres termes, la **progression** s'y poursuivra vers le socialisme favorisée par l'affaiblissement des positions économiques et politiques des monopoles, par le renforcement de celles de la classe ouvrière...

Le socialisme apparaît ainsi pour ce qu'il est : **le couronnement nécessaire de la démocratie.** »

in « La marche de la France vers le socialisme » pp. 73, 77 (c'est nous qui soulignons).

De quoi s'agit-il sinon d'une transformation progressive et continue de la nature de l'Etat bourgeois, de l'intérieur même de cet Etat bourgeois ? La démocratie bourgeoise est censée évoluer « normalement et naturellement », par « élargissement progressif » vers son « couronnement nécessaire », le socialisme ! La continuité de ce processus se fonde sur la permanence des institutions bourgeoises, avant, pendant, et après la « conquête du pouvoir » :

« La classe ouvrière peut conquérir une solide majorité parlementaire et transformer le parlement, d'instrument au service des intérêts de classe de la bourgeoisie, en instrument au service du peuple travailleur... »

Les Partis Communistes notent la possibilité d'utiliser le système parlementaire... aussi ultérieurement, après l'accession des travailleurs au pouvoir. La formation du

pouvoir nouveau avec le concours de l'institution parlementaire traditionnelle ne pourrait que renforcer l'autorité de ce pouvoir et souligner l'illégalité de toute résistance aux transformations socialistes... » — idem, page 75).

Les institutions de l'Etat bourgeois survivront donc à « l'accession des travailleurs au pouvoir » ! La dictature du prolétariat, (il en est encore parfois questions), ne s'exerce pas au moyen des conseils ouvriers mais avec « le concours de l'institution parlementaire traditionnelle » !

« Quiconque se prononce pour la voie des réformes légales, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité, une voie plus tranquille, plus sûre et plus lente, conduisant au même but, mais un but différent... »

(Rosa Luxembourg « Réforme ou Révolution »).

Tout réformisme se caractérise par l'utopisme de sa stratégie et l'opportunisme de sa tactique. L'orientation du P.C.F. ne fait pas exception.

2°) CARACTERE UTOPIQUE DE LA STRATEGIE DU P.C.F.

Selon Maurice Thorez, deux facteurs essentiels rendent compte du caractère pacifique et démocratique propre à la voie française vers le socialisme :

— le premier facteur est d'ordre national : il tient dans la tradition démocratique et jacobine du peuple français.

— Le second est d'ordre international. Il résulte de l'évolution du rapport des forces entre les classes dans le monde ; les forces ouvrières et démocratiques ont considérablement progressé aux dépens des positions impérialistes. La bourgeoisie internationale se trouve profondément affaiblie. Un puissant bloc socialiste s'est développé sous la direction de l'U.R.S.S. Il limite considérablement les possibilités de manœuvre de l'impérialisme et l'empêche d'exporter la contre-révolution. C'est cette évolution du rapport des forces qui permet en définitive la transformation pacifique de la démocratie bourgeoise en démocratie socialiste. Car le grand capital ne résiste que s'il a quelques chances de l'emporter. Confronté à l'ensemble des « couches anti-monopolistes » et privé de l'appui militaire du capitalisme international, il ne pourra que céder.

Cette argumentation ne résiste pas même à une analyse sommaire.

a) Passage pacifique au socialisme

La justification théorique du passage pacifique au socialisme relève franchement de l'auto-mystification. D'un fait réel — l'évolution du rapport des forces entre les classes à l'échelle internationale en faveur du socialisme — on tire deux conclusions qui ne s'y trouvent nullement impliquées :

Première conclusion : face à la puissance du camp socialiste, l'impérialisme affaibli ne peut exporter la contre-révolution.

Deuxième conclusion : l'affaiblissement de l'impérialisme à l'échelle internationale se traduit dans chaque pays capitaliste par un affaiblissement correspondant de la bourgeoisie face au prolétariat.

Ces deux conclusions sont manifestement fausses. Il n'y a pas nécessairement correspondance entre l'évolution internationale du rapport de forces entre les classes et l'évolution de ce rapport des forces dans chaque pays capitaliste particulier. Cette évolution peut même se faire en sens inverse : l'impérialisme français a perdu une à une ses principales positions depuis la seconde guerre mondiale. Dans le même temps, le rapport des forces entre les classes n'a cessé d'évoluer, en France, aux dépens du prolétariat.

D'une façon générale, dans les pays capitalistes développés, les positions de la bourgeoisie se sont renforcées et non affaiblies depuis 1945.

Quant à la prétendue impossibilité de l'impérialisme d'exporter désormais la contre-révolution, il suffit de se reporter aux événements internationaux des trois dernières années pour se convaincre de son caractère inepte.

Qui donc peut sérieusement croire que la bourgeoisie monopoliste française et le capitalisme international s'inclineront, en philosophie, devant le verdict du suffrage universel, si celui-ci se prononce pour le socialisme ? Où et quand le grand capital a-t-il déjà fait preuve d'une telle résignation ?

Il faut s'attendre au contraire à ce que la classe dominante menacée lance toutes les forces dont elle dispose contre les masses en lutte. Il faut s'attendre à ce que l'impérialisme dominant intervienne directement si les seules forces de la bourgeoisie française s'avèrent insuffisantes. En France, pas plus qu'ailleurs, le socialisme ne triomphera « pacifiquement ». Sa victoire implique l'essor de luttes de classe intenses et dures. C'est en vue de ces luttes qu'un parti révolutionnaire doit éduquer et organiser le prolétariat.

b) Passage démocratique au socialisme ?

Les justifications théoriques du « passage démocratique au socialisme » se fondent sur les postulats suivants :

- la crise de la démocratie bourgeoise n'est pas définitive ;
- la démocratie représentative peut retrouver son dynamisme d'autrefois.

Il faut pour cela que soient réduits les pouvoirs économiques et politiques des monopoles. Cette limitation du pouvoir des monopoles est possible dans le cadre de la société capitaliste.

Ces postulats sont bien fragiles. Tout d'abord, il est utopique de prôner la limitation du pouvoir des monopoles dans le cadre du mode de production capitaliste. Au temps où les petites et moyen-

nes entreprises étaient prédominantes et où les monopoles se trouvaient dans leur phase de constitution, les parlements bourgeois votaient déjà des lois anti-trusts et ordonnaient la dissolution des cartels et ententes. Ils parvinrent ainsi à gêner quelque peu le processus de concentration monopolistique, sans plus. Les lois inhérentes au mode de production capitaliste se sont avérées infiniment plus puissantes que toutes les législations.

Aujourd'hui à plus forte raison, au temps du capitalisme de monopoles, il est absolument fantaisiste de penser pouvoir se débarrasser des monopoles tout en conservant le capitalisme. La seule façon de « limiter » le pouvoir des monopoles dans les sociétés capitalistes développées, c'est de s'attaquer au mode de production capitaliste lui-même ; c'est d'imposer l'expropriation du grand capital et de socialiser l'économie ; en un mot, c'est assurer la victoire du socialisme.

En second lieu, l'instauration d'une version améliorée de la démocratie bourgeoise constitue également un objectif utopique. La démocratie représentative est la forme spécifique que revêt l'Etat bourgeois à un certain stade de développement de la société capitaliste, stade du capitalisme concurrentiel où prédominent les petites et moyennes entreprises. La bourgeoisie est alors une classe très hétérogène, divisée en intérêts catégoriels et régionaux divergents. Le parlement est le lieu où elle prend collectivement conscience de ses intérêts généraux. Avec la concentration monopolistique, le grand capital impose son hégémonie au sein de la classe dominante. Il n'a que faire de la démocratie parlementaire, incapable de contenir efficacement le mouvement ouvrier et permettant la sur-représentation politique des couches bourgeoises rétrogrades. Il aspire au contraire à l'instauration d'un « régime fort », fondé sur un exécutif « stable et compétent » (technocratique) susceptible de garantir les sur-profits et de paralyser la classe ouvrière. Les conditions objectives qui permirent l'épanouissement de la démocratie bourgeoise disparaissent à jamais, entraînant son lent déclin : les parlements et les assemblées élues perdent l'essentiel de leur pouvoir. Dans bien des cas ils ne sont plus que des chambres de ratification et d'enregistrement. Les décisions essentielles se prennent ailleurs ; dans les hautes sphères de l'appareil d'Etat investi directement par les grands administrateurs des monopoles.

Pas plus qu'on ne peut limiter le pouvoir économique des monopoles dans le cadre du mode de production capitaliste, on ne peut limiter leur pouvoir politique dans le cadre de l'Etat bourgeois.

La lutte contre le grand capital ne peut être menée au nom des intérêts du petit capital. Les termes de l'alternative actuelle ne sont pas : dictature des monopoles ou démocratie bourgeoise d'un type nouveau. Ils sont dictature du grand capital ou dictature du prolétariat.

3°) CARACTERE OPPORTUNISTE DE LA TACTIQUE DU P.C.F.

a) Electoralisme du Parti Communiste.

Chez les stratèges du P.C. la conception bourgeoise de la lutte politique s'est substituée à la conception marxiste de la lutte des classes. L'activité du parti se déroule dans le cadre exclusif de la légalité bourgeoise. Son terrain fondamental est le terrain parlementaire. Les mouvements de masse (manifestations, grèves, etc...) ne visent qu'à appuyer et à favoriser le combat que mènent les divers élus. Les batailles les plus importantes que livre le P.C. sont les batailles électorales. Ses périodes d'intense mobilisation sont les périodes d'élections municipales, cantonales, législatives ou présidentielles. Les considérations électorales déterminent finalement sa pratique politique.

b) Une politique de collaboration de classe.

Ceci vaut particulièrement pour la pratique des alliances. Pour réaliser ses objectifs « réalistes » le P.C.F. recherche l'alliance des formations bourgeoises modérées. Afin d'obtenir cette alliance, il croit devoir faire la preuve de sa « respectabilité » et de ses « bonnes intentions ». Aussi consent-il des concessions politiques majeures aux partis bourgeois auxquels il veut s'unir :

— Concessions au niveau du programme : les revendications mises en avant perdent tout contenu de classe, elles ne doivent en aucun cas mettre en cause le système bourgeois en tant que tel, la lutte doit se restreindre à défendre la démocratie et à combattre les formes autoritaires de l'Etat bourgeois (fascisme, bonapartisme, pouvoir personnel).

— Concessions quant aux méthodes de lutte : les puissantes vagues grévistes, les violentes manifestations de rues, l'organisation du prolétariat pour la lutte sont autant de facteurs de « désordre » qui effrayent les alliés bourgeois. Pour inspirer confiance il faut atténuer ces manifestations inquiétantes et porter le débat au sein des assemblées élues.

L'alliance ainsi conçue se noue aux dépens du programme et des méthodes de lutte de la classe ouvrière. Elle scelle une politique de collaboration de classe, pierre angulaire de toute stratégie réformiste (1). Elle constitue le prolétariat en force d'appoint de la bourgeoisie qui dirige et profite de l'opération.

(1) La politique d'alliance du P.C.F. ne respecte aucun des principes définis par les bolchéviks et qui doivent présider à l'alliance entre le prolétariat et la petite bourgeoisie des villes et des campagnes :

— ne pas confondre alliance avec les classes moyennes et union avec les partis censés les représenter ;

— l'alliance avec les classes moyennes se fait sur le programme de la classe ouvrière et sous sa direction ;

— elle doit intensifier la lutte de classe et non l'entraver.

X

POUR UNE STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE DANS LES PAYS CAPITALISTES AVANCES.

Une stratégie révolutionnaire pour l'Europe occidentale ne peut se fonder que sur les contradictions propres au « capitalisme avancé ». La force d'attraction du « camp socialiste », les progrès de la révolution coloniale, contribuent grandement à développer une avant-garde politique dans les pays impérialistes. Mais la mobilisation des masses laborieuses contre le système capitaliste, ne peut se réaliser qu'à partir de ses contradictions internes. Nous avons montré que ces contradictions subsistent sous des formes anciennes et nouvelles, et qu'en conséquence, le « capitalisme moderne » comporte comme par le passé des situations de crise bouleversant périodiquement l'équilibre des forces sociales au sein de la société bourgeoise.

Les conditions objectives pour l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire existent donc. Mais les « conditions subjectives », le parti ouvrier d'avant-garde capable de formuler et d'appliquer cette stratégie, n'existent pas. C'est pourquoi, nous ne pouvons que nous borner ici à évoquer la problématique de toute stratégie révolutionnaire et indiquer sommairement ses axes fondamentaux dans la société capitaliste d'aujourd'hui.

1°) PROBLEMATIQUE DE LA STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE.

La classe ouvrière n'est pas spontanément révolutionnaire. En tant que classe idéologiquement dominée, elle procède dans une certaine mesure des mystifications bourgeoises et ne met pas immédiatement en cause l'ordre existant. Ses luttes de classe se situent d'emblée dans le cadre du système et se concentrent contre ses effets. Mais en raison des contradictions du capitalisme, ces luttes élémentaires peuvent déclencher un processus de maturation politique qui change leur nature : mobilisée sur des objectifs restreints, parfaitement compatibles avec la structure capitaliste de la société, la classe ouvrière prend conscience de sa force et de ce qu'elle rend possible. Elle s'éduque dans la lutte et accède à la plénitude de sa conscience de classe. Au terme de ce processus, ses exigences et ses objectifs sont qualitativement différents : ils visent non plus les effets du mode de production capitaliste, mais ce mode de production même.

Le rôle de tout parti révolutionnaire consiste précisément à favoriser cette progression de la conscience et des luttes ouvrières. Comme le notait Rosa Luxembourg, ce rôle est en lui-même contradictoire :

« Le mouvement universel du prolétariat vers son émancipation intégrale est un processus dont la particularité réside en ce que pour la première fois depuis que la société civilisée existe, les masses du peuple font valoir leur volonté, consciemment et à l'encontre de toutes les classes dominantes, tandis que la réalisation de cette volonté n'est possible que par delà les limites du système social en vigueur.

Or les masses ne peuvent acquérir et fortifier en elles cette volonté que dans la lutte quotidienne avec l'ordre constitué, c'est-à-dire dans les limites de cet ordre.

D'une part les masses du peuple, d'autre part le but placé au-delà de l'ordre social existant. D'une part, la lutte quotidienne, et de l'autre, la révolution.

Tels sont les termes de la contradiction dialectique où se meut le mouvement socialiste. »

(in « Marxisme contre dictature ».)

La nature politique de tout parti ouvrier se révèle à la manière dont il résout cette contradiction.

a) Programme minimum, programme maximum.

La stratégie du parti réformiste revient à creuser un gouffre entre les luttes quotidiennes et les aspirations socialistes du prolétariat. Leur programme politique comporte deux types de revendications.

— Les revendications immédiates : elles visent à améliorer les conditions d'existence du prolétariat, au sein de la société capitaliste qu'elles ne remettent pas en cause.

Ce sont l'ensemble des revendications « quantitatives » (salaire, condition d'existence, assurances) et « démocratiques » (défense des libertés). Leur ensemble constitue ce que les sociaux-démocrates appelaient le « programme minimum » et représente en fait leur programme réel.

— Les revendications « socialistes » : elles condensent en un mot d'ordre les principaux thèmes de la propagande socialiste (exemple : expropriation des expropriateurs, abolition du salariat, désarmement général, etc...). Leur ensemble constitue ce que les sociaux-démocrates appelaient le « programme maximum ». On lui dédiait un coup de chapeau à l'occasion.

Aucune liaison concrète n'est définie entre les revendications immédiates et les revendications socialistes. De ce fait, la lutte pour le socialisme demeure à l'état de propagande générale. Elle ne

s'inscrit pas dans la lutte quotidienne sous forme de revendications qualitatives susceptibles de mobiliser les masses. C'est pourquoi elle se montre sans influence réelle sur le déroulement pratique de la lutte de classe.

b) Programme de transition.

La stratégie élaborée par les partis ouvriers révolutionnaires s'efforce à l'inverse de relier **concrètement** la lutte pour le socialisme aux luttes revendicatives quotidiennes. Elle ne s'accommode pas de la juxtaposition des revendications immédiates et des revendications socialistes. Elle se fonde sur l'élaboration d'un troisième type de mot d'ordre : les revendications transitoires. Ces revendications constituent des objectifs concrets de lutte, dont la réalisation est incompatible avec le maintien de l'ordre existant, dans des conditions historiques déterminées. Elles s'opposent aux revendications « socialistes », en ce qu'elles représentent des objectifs de lutte concrets, permettant une mobilisation effective des travailleurs. Elles s'opposent aux revendications immédiates en ce qu'elles constituent des objectifs de lutte irréalisables dans la conjoncture donnée de la société capitaliste. La lutte de masse pour leurs réalisations mène nécessairement à l'épreuve de force avec la classe dominante et son appareil d'Etat. Leur fonction revient finalement à mobiliser la classe ouvrière pour cette épreuve de force, en démontrant concrètement aux yeux des masses que l'obstacle essentiel à leurs aspirations réside dans le pouvoir central aux mains des classes privilégiées. Les luttes pour les revendications transitoires font inévitablement surgir la question fondamentale de toute situation révolutionnaire : qui l'emportera ?

Les mots d'ordre définis par les bolchéviks en 1917 sous le gouvernement Kerensky offrent un exemple de revendications transitoires dans les conditions de la Russie en crise (paix immédiate sans indemnités ni annexions ; la terre aux paysans ; le pouvoir aux soviets, ...).

Le « programme de transition vers le socialisme » formulé par Trotsky en 1938 comporte les revendications transitoires fondamentales pour les pays capitalistes avancés (revendications du contrôle ouvrier sur la production). Il constitue le modèle général du programme révolutionnaire que l'avant-garde du mouvement ouvrier européen aura à élaborer.

2° POUR UNE STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE.

Aujourd'hui comme hier le grand capital s'efforce de reporter sur la force de travail les aléas de la production capitaliste. C'est à la classe ouvrière que l'on entend faire payer le prix exorbitant de la concurrence internationale et de la modernisation de l'appareil de production.

a) Menace sur le monde ouvrier : intégration ou destruction.

Le « capitalisme avancé » se trouve dans la nécessité absolue d'établir son contrôle sur l'évolution de la masse salariale. Dans la situation de « plein emploi relatif » qui est encore aujourd'hui la nôtre, cette nécessité implique qu'on limite la capacité de négociation des syndicats. L'intégration du mouvement ouvrier est devenue l'objectif n° 1 du grand capital. A cette fin il recourt simultanément à deux moyens complémentaires :

— Sur le plan économique, il s'efforce de reconstituer une armée industrielle de réserve en favorisant dans une large mesure l'automatisation de la production. La situation de « plein emploi », hautement favorable aux revendications ouvrières s'achève et réapparaît un chômage structurel, qui pèse lourdement sur le marché du travail et émousse par là même la puissance des syndicats.

— Sur le plan politique, l'Etat capitaliste entend instaurer une limitation légale au pouvoir de négociation des syndicats. Il s'efforce d'imposer une politique de réglementation volontaire des salaires — les syndicats renonçant à leur liberté d'intervention aux termes d'un contrat concédant certains avantages mineurs à la classe ouvrière (politique des revenus). Il promulgue une législation anti-grève (en France, interdiction du droit de grève pour certaines catégories, généralisation du « préavis », recours à la réquisition, etc...). Ceci implique l'instauration d'un « Etat fort » capable d'imposer et de faire respecter une législation anti-ouvrière.

b) Riposte ouvrière.

Il est clair que ces tentatives d'intégrer ou de briser le mouvement ouvrier, qui accompagnent les offensives patronales périodiques contre « les augmentations excessives de salaires » et les conquêtes ouvrières fondamentales (sécurité sociale, etc...) créent des conditions objectives favorables au développement d'amples mouvements sociaux. Tant en Belgique qu'en France, en Italie, et en Grande-Bretagne, la classe ouvrière a réagi vigoureusement contre ces attaques. Les ouvriers belges notamment ont déclenché des luttes sociales les plus violentes de leur histoire en 1961 contre le vote de la « loi unique » qui instituait l'austérité pour les travailleurs. La grève générale d'un mois réalisée par les travailleurs belges, témoigne de l'ampleur et de la violence des ripostes ouvrières aux attaques du grand capital.

Ces mouvements défensifs de la classe ouvrière peuvent fort bien se développer en mouvements offensifs anti-capitalistes, si le parti révolutionnaire existe et joue son rôle.

c) La nécessité du contrôle ouvrier...

Mobilisée en masse pour la défense de son niveau de vie et de ses libertés, « la classe ouvrière devient rapidement méconnaissable » (Lénine). Ce qui lui semblait inaccessible dans son

apathie de la veille lui paraît aujourd'hui comme le minimum nécessaire. Si l'avant-garde révolutionnaire met alors en avant un programme de revendications transitoires, si elle organise les secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière pour le triomphe de ces revendications, la lutte générale des travailleurs passe du stade défensif au stade offensif.

Ces revendications transitoires manifestent essentiellement l'expression à tous les niveaux de la revendication fondamentale du contrôle ouvrier sur la production.

Au niveau de l'entreprise, elles s'expriment par des revendications de contrôle des ouvriers organisés sur la formation professionnelle, sur les formes de rétribution, sur les modalités de la production et l'organisation du travail, enfin sur la gestion proprement dite, le niveau et l'usage des investissements.

Au niveau de l'économie nationale, ces revendications traduisent une contestation radicale de l'orientation que le patronat donne à la production et visent à arracher aux grands monopoles la libre disposition du sur-produit social. Ceci implique qu'on procède à la nationalisation de la « fonction d'investissement » c'est-à-dire la nationalisation non pas des branches périphériques de l'industrie (nationalisation des pertes) mais des secteurs clés de l'économie, des centres principaux de l'accumulation du capital.

d) ...appelle la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Ces objectifs transitoires sont des revendications unificatrices susceptibles d'entraîner dans une dynamique révolutionnaire le prolétariat entier, se radicalisant au cours de la lutte. Incompatibles avec le fonctionnement normal d'une économie capitaliste, ils débouchent directement sur la question du pouvoir : luttant pour la réalisation d'objectifs transitoires, la classe ouvrière s'efforce désormais, non plus d'améliorer ses conditions d'existence au sein du régime mais de transformer la condition prolétarienne en imposant les formes organisationnelles et institutionnelles nouvelles du contrôle ouvrier. Pour instituer le contrôle ouvrier sur la production, les travailleurs doivent s'organiser — par delà leurs partis politiques et leurs syndicats — en « conseils » ou comités ouvriers sur les lieux mêmes de leur existence sociale : les usines et les quartiers ouvriers. La coordination de ces organisations de base et leur imbrication hiérarchique — conseil d'entreprise, de quartier, de ville, de région, congrès des représentants des conseils — ouvrent une période de dualité de pouvoir. L'organisation du pouvoir ouvrier s'oppose au pouvoir bourgeois représenté par l'Etat en un affrontement décisif.

Cette dualité de pouvoir, née de la radicalisation des masses en lutte caractérise toute situation révolutionnaire. Elle peut s'achever soit par une défaite ouvrière (et dans ce cas, les conquêtes transi-

toires seront abolies et s'ouvrira une période de réaction) soit par une défaite bourgeoise (et dans ce cas ses objectifs seront consolidés et intégrés dans le cadre général de la gestion socialiste de la production et de la société).

Cette stratégie de la conquête révolutionnaire du pouvoir, fondée sur la lutte pour la réalisation d'un programme de transition vers le socialisme, implique l'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire (de type bolchévik). La construction d'un tel parti, constitue aujourd'hui la tâche fondamentale de tout militant d'avant-garde.

XI

POURQUOI LA J. C. R. ?

1) LA CREATION DE LA J. C. R.

Il y a exactement un an que la Jeunesse Communiste Révolutionnaire a été créée; elle est le résultat d'une lutte oppositionnelle menée pendant plus de 4 ans au sein du mouvement de la jeunesse communiste.

C'est en 1956, lors de la révolution hongroise et polonaise, qu'apparurent en France les premières conséquences de la « crise du stalinisme ». De nombreux intellectuels du P. C. F. refusèrent l'explication du stalinisme donnée par la direction; dans les cellules étudiantes et universitaires des questions surgirent aboutissant parfois à des critiques de la ligne du parti.

L'appareil réagit rapidement par des sanctions et des mesures de réorganisation visant à isoler les intellectuels du reste du parti. Quatre organisations de la jeunesse communiste vinrent remplacer l'Union de la Jeunesse Républicaine de France; aux cellules étudiantes du P. C. furent substitués les cercles de l'Union des Etudiants Communistes de France.

De 1957 à 1960 l'U.E.C. connut un certain développement. De plus en plus critique envers la politique opportuniste du Parti vis-à-vis de la révolution algérienne, sa base se détachait peu à peu de la ligne officielle du parti; c'est dans les années 1960-61 que la direction de l'U.E.C. proposa à l'ensemble de l'organisation un programme qui, de façon encore très confuse, prenait ses distances vis-à-vis de l'appareil.

L'adoption de ce texte par le 6^e Congrès de l'U.E.C. allait déclencher une crise publique entre cette organisation et le P.C.F.

De 1961 à 1965, l'U.E.C. fut dirigée par une tendance globalement droitiste qui se réclamait des thèses alors développées par le Parti Communiste Italien; néanmoins la présence de cette direction « libérale », en rupture avec celle du Parti, permit, au sein de l'U.E.C. le développement d'une vie politique et d'une liberté de discussion inexistantes dans le mouvement communiste français depuis fort longtemps.

C'est dans un tel climat que naquit un courant révolutionnaire composé au départ de militants qui avaient été les initiateurs du

F.U.A. (Front Universitaire Anti-fasciste, organisation de masse créée contre l'O. A. S. qui regroupait, en 1961, plusieurs milliers de lycéens et d'étudiants) et l'avaient défendu contre les attaques menées à ses dépens, par les directions de toutes les organisations politiques inquiètes de se voir débordées par une organisation de masse contrôlée par des « gauchistes ».

En s'appuyant sur sa pratique de masse, la gauche révolutionnaire devint en quelques mois majoritaire au secteur lettres de l'U.E.C. puis s'étendit à Paris et en province. Ses critiques portaient sur le stalinisme, la ligne de coexistence pacifique et de démocratie renouvelée.

En 1965, à la suite d'une lutte de fraction sans précédent, la direction du Parti reprenait en main l'U.E.C., s'aidant pour cela des erreurs de la direction nationale étudiante et du « suivisme » des nouveaux adhérents peu aptes dans la nouvelle conjoncture politique (absence de luttes politiques dans les universités) à suivre une ligne de contestation du P. C. La gauche révolutionnaire obtenait environ 30 % des mandats et la direction sortante 2 à 3 %.

Il fallut un an à la nouvelle direction pour exclure l'opposition de gauche et par là liquider l'aile militante de l'organisation. Le prétexte fut la condamnation par l'opposition de gauche de la candidature aux élections présidentielles du candidat bourgeois F. Mitterand.

Le 9^e Congrès de l'U.E.C. entérina la dissolution du secteur Lettres de Paris et celle d'autres cercles.

Le lendemain de cette décision, le 2 avril 1966 s'ouvrait à Paris la conférence constitutive de la J.C.R. avec 120 présents venus de 16 villes et représentant, outre la grande majorité de l'opposition de gauche exclue de l'U.E.C., des camarades exclus de la J. C. (notamment ceux de la Fédération des Alpes-Maritimes regroupés depuis un an derrière le journal « La Méthode ») et des camarades venant des J. S. U.

La J. C. R. n'a rien d'un regroupement artificiel ; elle est le prolongement de la première grande bataille politique menée dans un secteur du mouvement communiste français. Il importe d'en tirer quelques enseignements pour l'avenir.

2) LES ENSEIGNEMENTS D'UNE LUTTE OPPOSITIONNELLE.

Il est clair aujourd'hui que si l'opposition révolutionnaire a pu se développer c'est en particulier grâce :

- à sa pratique de masse dans une organisation puissante,
- à sa cohésion organisationnelle et politique.

a — La force de cette opposition résidait dans sa capacité à ne pas se limiter à des critiques d'ordre théorique du programme du parti en dehors de toute pratique. L'expérience du F.U.A. a permis concrètement de mettre la direction du P. C. au pied du mur face à un mouvement dont les actions répondaient aux exigences

d'un grand nombre d'étudiants ; la condamnation par le Parti du F.U.A. a permis à bon nombre de militants de comprendre la portée des critiques de gauche. Le fait que les dirigeants du F.U.A. étaient aussi membres de l'U. E. C., l'organisation la plus représentative à cette époque, a contribué à augmenter à la fois l'audience du F.U.A. et de l'U.E.C. Par la suite, c'est dans une U.E.C. vivante et reconnue comme la seule organisation valable pour les étudiants politisés que l'opposition a pu se développer. Toute perspective de combat politique en dehors de l'U.E.C. aurait abouti à un échec et aurait isolé les militants d'avant-garde.

b — L'existence dans l'opposition révolutionnaire d'une cohésion politique interne, d'une formation théorique élevée, d'une claire conscience des différentes étapes du processus en cours a permis, malgré des erreurs inévitables, de ne pas brûler les étapes par une politique sectaire et gauchiste. Ainsi l'opposition est devenue l'aile la plus dynamique de l'organisation à Paris et en province.

Partout où la gauche révolutionnaire a été exclue à la suite d'une telle lutte, l'U.E.C. a changé de caractère pour se transformer en une J. C. étudiante, c'est-à-dire une organisation squelettique, sans audience, incapable d'organiser des luttes de masse. Militer dans une telle organisation devenait une perte d'énergie pour des militants révolutionnaires.

3) L'ETAT DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE EN FRANCE.

Une constatation s'impose : il n'existe aucune organisation importante se réclamant du socialisme alors qu'au niveau des partis, le P.C., la S.F.I.O. et le P.S.U. regroupent près de 500.000 adhérents.

Inquiet de la chute des effectifs de l'U.J.R.F., le P.C. créa, en 1956, quatre organisations ; se méfiant des potentialités combattives d'une organisation unique de la J.C., il sépara les filles, les garçons, les étudiants et les jeunes agriculteurs. A l'exception de l'U.E.C., la J.C., l'U.J.F.F. et l'U.J.A.F. appliquèrent la « ligne de masse » proposée par la direction du P.C. qui craint toute politisation de sa jeunesse.

Armés du journal « Nous les garçons et les filles », ces trois organisations se lancèrent dans une épuisante escalade partant des bals pour s'achever sur les concours de guitare électrique.

Le bilan est catastrophique : les quatre organisations réunies ne totalisent pas plus de 20.000 cartes placées ; les jeunes intéressés par la politique refusent d'adhérer, les autres préfèrent lire « Salut les copains » et organiser ailleurs leurs loisirs.

Une répression implacable s'abat sur toute tentative critique ; des cercles entiers sont exclus ou dissous pour avoir créé des comités de jeunes contre la guerre au Viet-Nam ; aucune confiance n'est faite aux jeunes militants aujourd'hui dirigés par un vieux permanent du P.C. « élu » secrétaire général de la Jeunesse Communiste.

Quant à l'U.E.C., ses effectifs sont passés de 4.000 adhérents à moins de 1.500. Après la grande crise de l'année dernière une fraction importante de ses militants vient de rompre à son tour avec la direction du P.C. pour rejoindre les groupes pro-chinois.

Le parti socialiste n'a d'organisation de jeunesse que sur le papier même s'il annonce fièrement plusieurs milliers d'adhérents. Quant au P.S.U., il ne conserve qu'une organisation étudiante, les E.S.U., composée à la fois de militants de gauche et de sections n'ayant rien à voir avec le socialisme. Une grande confusion théorique règne dans cette organisation dont l'essentiel des activités est tourné vers l'U.N.E.F.

L'absence de puissantes organisations de jeunesse des partis ouvriers est aujourd'hui un phénomène de caractère européen ; alors qu'on assiste depuis la fin de la seconde guerre mondiale à une radicalisation politique de couches de plus en plus nombreuses dans la jeunesse et à l'apparition de nouvelles organisations, indépendantes des partis traditionnels.

4) LES NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION DE LA JEUNESSE EN EUROPE.

Pour la plupart des pays d'Europe occidentale, les organisations de jeunesse de la social-démocratie (qui comme en Belgique, en Allemagne et en Angleterre regroupe plusieurs centaines de milliers de travailleurs) sont de plus en plus squelettiques (quelques centaines d'adhérents en Belgique et en Allemagne, moins de 10.000 en Angleterre).

Or parallèlement, la politisation des jeunes augmente, c'est par milliers qu'ils participent aux grèves et aux manifestations de rue (notamment aujourd'hui contre la guerre au Viet-Nam).

Cette radicalisation s'est traduite dans les années passées par la rupture des organisations de jeunesse socialiste avec leur parti, ces organisations devenant indépendantes sur la base de programmes anti-capitalistes et anti-réformistes ; ce fut le cas des Etudiants Socialistes et des Jeunes Gardes Socialistes de Belgique, des Young Socialist en Angleterre, des Etudiants Socialistes en Allemagne, etc...

Les 4.000 jeunes présents à la manifestation internationale de Liège le 15 octobre 1966 ont montré la force de ce nouveau courant qui peut dans certains pays prendre des formes extrêmement confuses et primaires comme les Provos en Hollande ou ultra-sectaires comme en Angleterre.

Grâce à la relative démocratie qui régnait dans ses rangs, la J.C. italienne avait pu regrouper plus de 150.000 adhérents et n'avait pu empêcher le développement d'une forte opposition révolutionnaire. Aujourd'hui la répression s'abat à son tour sur la J.C. italienne et l'opposition de gauche est amenée à se regrouper dans une première étape derrière un journal indépendant, diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires, « Faucille et Marteau ».

5) LES CONDITIONS DE DEVELOPPEMENT D'ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES DE LA JEUNESSE.

La radicalisation d'une partie de la jeunesse peut s'expliquer par la conjonction de plusieurs facteurs.

a — Le contexte politique des luttes a changé ; la fin de la guerre a ouvert une nouvelle période de luttes révolutionnaires dans le monde (Chine, Corée, Algérie, Cuba, etc...) qui sensibilisent particulièrement la jeunesse.

b — L'éclatement du monolithisme stalinien et la crise actuelle du mouvement ouvrier offrent aux éléments d'avant-garde et aux jeunes qui se réclament du socialisme des perspectives d'interventions nouvelles qui semblaient il y a 10 ans sans lendemain. Ceci se manifeste notamment par une volonté de connaître l'histoire réelle du mouvement ouvrier, les écrits cachés ou falsifiés ; la réédition en France des livres de Trotsky par des éditions bourgeoises est significative de ces nouvelles exigences.

c — La place de plus en plus importante de la jeunesse du fait du développement démographique : la moitié de la classe ouvrière sera composée de moins de trente ans dans les années à venir.

d — La politique du pouvoir à l'égard de la jeunesse (formation, emploi, loisirs,...) qui ne fait qu'exacerber sa révolte latente.

e — L'incapacité des partis ouvriers traditionnels à offrir aux jeunes d'autres perspectives que « la démocratie renouée » et la collaboration de classe comme en Angleterre.

Une constatation s'impose : le développement des courants d'avant-garde est aujourd'hui beaucoup plus rapide dans la jeunesse que dans la classe ouvrière adulte ; dans le premier secteur le processus a lieu en dehors des organisations traditionnelles, ce qui n'est pas le cas dans le deuxième. La stratégie de reconstruction d'un parti révolutionnaire doit donc tenir compte de ce double phénomène.

6) LE ROLE DE LA J. C. R.

Issue d'une lutte de fractions, la J.C.R. a pour tâche aujourd'hui de devenir l'organisation de la jeunesse révolutionnaire en France.

Son rôle est délimité par les conditions du développement de l'avant-garde ; c'est-à-dire que la J.C.R. est le reflet organisationnel du double phénomène mentionné plus haut : elle organise l'avant-garde de la jeunesse mais elle ne peut prétendre devenir le parti révolutionnaire par vieillissement de ses cadres ou par le recrutement d'adultes.

Les militants de la J.C.R. s'efforcent de prendre dans la jeunesse la tête des luttes dans une perspective anti-capitaliste. La J.C.R. s'adresse à l'ensemble de la jeunesse, et au travers de luttes, re-

crute dans ses rangs tous les jeunes qui veulent devenir des militants révolutionnaires ; une des fonctions de l'organisation est de former ces jeunes pour en faire des cadres révolutionnaires.

Dans ses analyses elle se réfère à l'acquis théorique de l'opposition de Gauche au stalinisme ; organisation marxiste révolutionnaire elle est concernée par tous les problèmes politiques de notre époque ; organisation de jeunesse, elle ne cherche pas à organiser l'ensemble des secteurs d'avant-garde qui se dessinent en France.

Néanmoins l'absence d'un parti révolutionnaire fait que certaines initiatives de la J.C.R. ne manqueront pas d'ébranler des militants adultes y compris au sein du P.C.F. Aucune réponse organisationnelle d'ordre général ne peut être donnée à ce problème, chaque cas demandant une réponse appropriée.

Le travail de la J.C.R. dans chaque secteur de la jeunesse est défini dans les textes appropriés présentés au congrès.

7) LA PLACE DE LA J. C. R. DANS LA PERSPECTIVE DE CONSTRUCTION D'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE.

L'ensemble de ce texte montre clairement qu'il ne peut y avoir de réelles possibilités de renverser le système capitaliste sans l'existence d'un parti révolutionnaire. La J.C.R. estime que son action se situe dans la perspective de la construction d'un tel parti.

Etant donné l'organisation actuelle du prolétariat, et le rôle joué par la P.C.F. et la C.G.T., il apparaît que la possibilité de créer un nouveau parti repose sur la capacité de l'avant-garde révolutionnaire à gagner la confiance des secteurs et des militants les plus dynamiques de la classe ouvrière aujourd'hui regroupés ou influencés par le P.C.F. La création du parti révolutionnaire est donc dépendante pour une grande part, de la crise du P.C.F. et des possibilités de regroupement sur un programme révolutionnaire de ses militants les plus conscients et les plus liés à la classe.

Ce phénomène de différenciation au sein des organisations ouvrières dépend, en partie de l'action consciente de l'avant-garde, en partie des conditions objectives telles qu'une accélération sur le plan international de la crise du stalinisme et l'existence de grandes luttes ouvrières.

Il serait erroné d'attendre en période de recul ou de stagnation des luttes une différenciation importante entre la base du P.C. et sa direction. Le P.C. garde la confiance de la classe ouvrière grâce à son implantation syndicale, à ses réalisations municipales, à sa possibilité depuis de longues années de « défendre » les revendications immédiates des travailleurs.

D'une façon générale, son programme réformiste n'est pas en contradiction avec les exigences actuelles de la classe ouvrière. Ce n'est que dans des périodes de luttes de grande envergure (1936, 1945) que la classe ouvrière prend conscience de sa force et de

ses possibilités, que le niveau de ses revendications s'élève et qu'alors s'opère un dépassement des directions traditionnelles dont le programme lui ne change pas.

De telles périodes arriveront, on l'a vu récemment en Belgique lors de la grève générale de 1960-61, mais pour qu'elles aboutissent soit au renforcement de l'avant-garde, soit même à la création du nouveau parti, il faut que dès à présent les militants révolutionnaires interviennent au sein des organisations reconnues par la classe ouvrière et que, par leur pratique et leur explication, ils apparaissent partout où ils se trouvent comme des pôles de regroupement des éléments critiques du P.C. et du syndicat. Ce travail long et patient au sein des organisations adultes est indispensable pour gagner des secteurs entiers de la classe ouvrière. Le futur parti révolutionnaire ne sera jamais une simple addition de militants d'avant-garde isolés.

Au sein de la jeunesse, ce travail interne de tendance est rendu secondaire en raison de la perte d'influence progressive du Mouvement de la Jeunesse Communiste de France.

En pouvant aujourd'hui organiser de façon autonome la jeunesse, la J.C.R. apporte une contribution importante à la construction du parti.

Par ses initiatives elle peut toucher la base du parti et de la C.G.T., entraîner certains militants et aider de ce fait le travail de tendance qu'y font les militants révolutionnaires adultes.

Par la formation chaque année de plusieurs dizaines de cadres, la J. C. R. renforcera tous les secteurs adultes d'avant-garde.

Les rythmes et les formes que prendra la crise du P.C. ne sont pas prévisibles ; des éclatements, des scissions partielles pourront se produire dans un avenir plus ou moins rapproché. La J.C.R. en tant que telle n'a pas à disparaître.

Le jour où se créera le premier regroupement adulte équivalent de la J.C.R., elle pourra envisager de s'y associer ; le jour où se créera un parti révolutionnaire, elle pourra d'une part y apporter l'avant-garde de la jeunesse qu'elle aura regroupée et, en tant qu'organisation de jeunes, s'appuyer politiquement sur un tel parti. Ce qui est certain c'est qu'en organisant la jeunesse révolutionnaire, la J.C.R. est partie intégrante du processus de construction du parti révolutionnaire.

Premier pôle de regroupement dans un secteur particulièrement avancé, la J.C.R. est décidée à travailler en commun avec les militants révolutionnaires qui luttent dans le P.C. et les syndicats dans la mesure où les perspectives politiques sont communes.

Les formes de liaison devront être chaque fois précisées.

Tous les militants de la J.C.R. qui quitteront l'organisation pourront poursuivre leur travail pour la reconstruction du parti révolutionnaire en militant dans les regroupements qui, en liaison avec la J.C.R., existent dans le P.C. et les syndicats. Le maximum d'infor-

mations sur le développement de ces organisations adultes est fourni dans la J.C.R. pour que chaque militant soit à même de juger où la poursuite de son travail est le plus efficace.

Le travail dans lequel nous sommes engagés sera long et nécessitera de la patience. L'impatience et le sectarisme ne sont que des voies de facilité qui mènent à l'impuissance.

La perspective que la J.C.R. se donne répond à l'étape actuelle de développement de l'avant-garde ; elle pourra être précisée au cours des prochaines expériences.

La tâche que nous entreprenons ne s'appuie sur aucun modèle dans l'histoire du mouvement ouvrier ; elle correspond à une situation nouvelle et réclame une large compréhension politique de la totalité du processus. Pour cela la J.C.R. se donne des formes organisationnelles appropriées en instituant le système des « observateurs » et des « membres ».

La création de la J.C.R. est une étape importante dans la construction parti révolutionnaire. Fidèles à l'enseignement de Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lénine et Trotsky, les militants de la J.C.R. sont conscients que leur combat pour organiser la jeunesse, aider à la construction du parti révolutionnaire est inséparable de celui que mènent partout les éléments d'avant-garde pour reconstruire une Internationale marxiste-révolutionnaire de masse.

ANNEXE I

Statuts de la J.C.R.

INTRODUCTION :

Organisation de jeunes se réclamant du marxisme-révolutionnaire, la J.C.R. se fixe pour tâches de :

- donner à la jeunesse l'organisation révolutionnaire qui lui manque ;
- contribuer à la construction du parti révolutionnaire.

I — CONDITIONS D'ADHESION.

a) Observateurs :

La J.C.R. accepte en son sein, sur décision du cercle, tout jeune attiré par son programme et ses activités et n'ayant pas de désaccords fondamentaux avec son orientation politique.

— L'observateur en participant aux activités du cercle dans lequel il s'intègre, prend connaissance du programme de l'organisation et acquiert une formation politique.

— L'observateur n'a qu'un droit de vote indicatif et n'est pas éligible.

b) Le membre :

Après un minimum de 3 mois d'activités dans son cercle, l'observateur devient membre de la J.C.R. par décision des 2/3 des membres du cercle sur les critères suivants :

- compréhension de la plateforme politique de la J.C.R. ;
- accord avec cette plateforme et capacité à la défendre dans ses activités militantes ;
- participation régulière aux activités de la J.C.R.

II — STRUCTURES DE LA J.C.R.

a) La structure de base de la J.C.R. est le CERCLE

Le cercle a pour fonction de :

- former des militants ;
- déterminer les différents secteurs d'intervention ;
- participer à l'élaboration et à l'application de la politique de l'organisation.

b) Le bureau de ville, élu par tous les militants en assemblée générale est chargé de diriger l'activité des cercles et d'assurer la liaison avec les instances supérieures.

c) Des fédérations peuvent se former lorsque la J.C.R. est effectivement implantée dans une région.

d) Le Comité National est élu à bulletins secrets par le Congrès après l'avis des délégations de ville au congrès sur les candidats. Tout membre peut faire acte de candidature.

Le C. N., qui se réunit au minimum quatre fois par an, est l'instance politique suprême de l'organisation entre deux congrès.

Les décisions du C. N. doivent faire l'objet de résolutions écrites.

e) Le Bureau National (B. N.) est élu par le C. N. parmi ses membres. Responsable devant le C. N. ; le B. N. est chargé de diriger l'organisation conformément aux décisions du C. N.

f) Le C. N. élit :

- une commission de contrôle financier ;
- le comité de rédaction de « l'Avant-Garde Jeunesse ».

g) Le Congrès est l'instance souveraine de l'organisation, il se réunit au moins une fois tous les deux ans. Les modalités d'élections sont fixées par le C. N. sortant. La discussion préparatoire doit s'ouvrir deux mois au moins avant le Congrès sur décision du C. N.

h) La participation au C. N. de membres non élus n'est possible que sur proposition des directions de ville et avec l'accord du B. N. Seul le C. N. est habilité à accepter, sur proposition du B. N., des observateurs à ses sessions.

i) Le Congrès élit une commission de contrôle chargée de veiller à l'application des statuts.

III — FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION.

a) Tout membre de la J.C.R. est tenu de respecter les décisions des Congrès et des C. N.

b) Le B. N. est chargé d'éditer un bulletin intérieur au moins après chaque C. N. Ce bulletin doit entre autre publier tous les textes émanant de l'organisation.

c) Le congrès peut être convoqué en réunion extraordinaire sur décision du C. N. ou à la demande d'un tiers de l'organisation.

d) En dehors des discussions préparatoires aux congrès une discussion peut être ouverte dans toute l'organisation sur décision du C. N.

e) Le droit de tendance est reconnu, ce qui signifie que lorsqu'une discussion est ouverte, plusieurs camarades de cercles différents peuvent écrire un texte et se faire représenter au congrès en tant que minorité. Tous les textes ne peuvent être diffusés que par les soins de la direction nationale. La minorité est tenue d'appliquer après discussion les décisions de l'instance concernée.

f) La double appartenance est possible avec une organisation adulte dans la mesure où le programme de cette organisation n'est pas contradictoire avec la ligne politique de la J.C.R.

g) L'adhésion de responsables provenant d'une organisation défendant une autre ligne que la J.C.R. ainsi que l'adhésion de groupes nouveaux est soumise à l'approbation du C. N. à la majorité des deux tiers.

IV — DISCIPLINE.

La violation des statuts entraîne les sanctions suivantes :

- le blâme ;
- la rétrogradation au rang d'observateurs ;
- l'exclusion.

Les sanctions sont prononcées par les instances de base à la majorité des deux tiers. Les exclusions doivent être ratifiées par la direction de ville. Les exclus peuvent faire appel au C. N. et au Congrès. Dans l'attente de la réunion de ces instances, ils ne peuvent plus participer aux activités de l'organisation. Le procès-verbal des exclusions doit être publié dans le bulletin intérieur qui suit.

La dissolution d'un cercle est prononcée par l'A. G. de ville et doit être ratifiée par le C. N. à la majorité des deux tiers.

L'exclusion d'une ville est prononcée par le C. N. et ratifiée par le congrès à la majorité des deux tiers.

V — LES FINANCES.

Les cotisations fixées par le congrès et le C. N. sont obligatoires pour tous les membres et observateurs. L'irrégularité du paiement des cotisations par des membres peut entraîner des sanctions.

Le barème des cotisations est fixé par le C. N.

Seul le Congrès est habilité à modifier les statuts à la majorité des deux tiers.

ANNEXE II

Résolution politique de la Conférence de Bruxelles

LA GUERRE DU VIETNAM

1. — Un large mouvement de protestation contre l'impérialisme américain et de soutien à la révolution vietnamienne existe actuellement dans le monde. Les organisations de jeunesse d'avant-garde de l'Europe occidentale doivent jouer un rôle important dans ce mouvement, mais une coordination de leurs actions est nécessaire pour promouvoir une unité plus vaste des forces socialistes et militantes.

C'est dans ce but que la Conférence de Bruxelles des 11 et 12 mars 1967 a été convoquée à l'initiative de la Fédération Nationale des Jeunes Gardes Socialistes de Belgique.

Les organisations présentes à la Conférence ont estimé en effet qu'une des faiblesses de leur mouvement de soutien à la révolution vietnamienne est précisément l'absence de coordination.

Le présent texte, dont les idées générales avaient déjà fait l'objet d'une première discussion lors du colloque qui a suivi la manifestation internationale anti-militariste du 15 octobre 1966 à Liège, constitue la base de leurs prochaines activités.

2. — La lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain et la couche dirigeante de Saïgon n'est pas seulement une lutte d'importance internationale : le Viet-Nam est la clé de la situation mondiale, une épreuve de force décisive de l'impérialisme

américain contre la révolution coloniale et contre le mouvement ouvrier tout entier. C'est en ce point que s'affrontent l'alliance capitaliste internationale dirigée par le gouvernement américain (O.T.A.N., O.T.A.S.E., Conférence de Manille) et la révolution vietnamienne qui fait partie intégrante de la révolution socialiste mondiale.



Manifestation Internationale de la Jeunesse

Liège, octobre 1966.

3. — La victoire du F.N.L. sur les agresseurs américains et leurs complices encouragerait vivement les mouvements révolutionnaires du monde et, en particulier, les mouvements d'émancipation des peuples. Le but de notre action n'est donc pas de mendier auprès de l'impérialisme américain une paix de compromis, mais de soutenir le F.N.L. du Sud-Vietnam jusqu'à la victoire.

4. — Par contre le succès de l'agression américaine contre la République Démocratique du Viet-Nam et l'écrasement dans le Sud du F.N.L. mettraient en péril les conquêtes que de longues luttes ont arrachées au capitalisme. Le potentiel défensif de l'ensemble des pays socialistes s'en trouverait affaibli. Les républiques populaires d'Asie, en particulier la République Démocratique de Corée et la République Populaire de Chine — ainsi que le Cambodge — sont directement menacés.

5. — L'intervention impérialiste américaine au Viet-Nam est donc le point central de la confrontation d'ensemble entre les opprimés du monde entier et le capitalisme international. Elle vise à transformer le rapport des forces internationales en sa faveur, de façon à entraver, pour une longue période, le développement des forces révolutionnaires mondiales.

6. — Le devoir des organisations de la jeunesse d'avant-garde, comme de tous les militants socialistes, est donc de soutenir avec les moyens les plus appropriés et les plus efficaces la lutte des combattants vietnamiens. Toute campagne de soutien doit par conséquent comprendre la juste exigence du retrait inconditionnel et immédiat des forces impérialistes, exigence comprise dans les « 5 points du F.N.L. » et dans les « 4 points de la R. D. V. ».

7. — Il faut lutter pour un front unique d'aide et d'action comprenant le mouvement ouvrier et les pays socialistes sans exclusive. A chaque pas de l'escalade impérialiste, il faut opposer l'escalade mondiale de la lutte anti-impérialiste et de l'aide politique, militaire et matérielle, sous toutes ses formes, à la révolution vietnamienne.

Ce front unique servirait de contrepoids aux positions politiques de ceux qui veulent imposer un compromis contraire aux buts proclamés des combattants du F. N. L. et de la R. D. V. Les organisations de jeunesse réunies à cette conférence, soutiennent les positions de tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier et le camp socialiste, luttent pour une unité réelle dans l'aide au peuple vietnamien.

8. — L'escalade mondiale de la lutte anti-impérialiste implique en Europe occidentale l'intensification de la lutte contre le pouvoir capitaliste et contre ses instruments politiques et militaires, dont en premier lieu l'O.T.A.N.

LUTTE CONTRE L'O.T.A.N.

1. — La crise actuelle de l'organisation militaire du Traité Atlantique Nord est, pour l'avant-garde ouvrière, l'occasion de préciser sa politique vis-à-vis de l'O.T.A.N.

2. — L'O.T.A.N. créée en 1949 par le traité de Washington, est l'expression militaire de la solidarité des principaux états capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord, dont l'O.C.D.E. est l'expression économique.

3. — Cette alliance a été conclue afin d'empêcher tout changement dans le rapport des forces de classe dans les états capitalistes européens, afin de renforcer le potentiel d'agression de ces états face à la communauté formée par les pays socialistes et de remettre ainsi en question le statu-quo territorial défini à Yalta et à Potsdam en 1945 et afin de créer une coopération plus étroite entre les classes dirigeantes européennes qui continuent à exercer leur domination sur les peuples colonisés d'Afrique.

4. — La supériorité militaire aussi bien qu'économique des U.S.A. dans cette alliance est à l'origine du fait que les U. S. A. déterminent la politique et le fonctionnement de cette alliance.

5. — La France, en reprenant sa souveraineté quant aux questions militaires, a affaibli l'alliance conçue pour fonctionner de façon intégrée et qui implique que les questions militaires sont enlevées

à la souveraineté de ses partenaires. Ce retrait s'explique principalement par les changements de la place prise par l'impérialisme français dans les rapports mondiaux. La politique gaulliste correspond, sur le plan économique, aux exigences d'une partie de la bourgeoisie française qui tente de se prémunir contre l'hégémonie américaine et cherche par ailleurs à conquérir de nouveaux débouchés sur le marché mondial. Sur le plan politique, cette orientation se traduit par une autonomie relative en politique extérieure et, par des divergences tactiques avec le gouvernement américain, qui portent sur la meilleure manière d'endiguer la révolution dans le Tiers Monde. Le fait que la France se soit retirée de l'organisation militaire intégrée, et non de l'Alliance Atlantique elle-même, montre les limites et les objectifs de ce désengagement. Nous l'appréhensions dans l'exacte mesure où, objectivement, il contribue à affaiblir l'alliance dont l'impérialisme américain est le pivot.

6. — Etant donné les liens entre l'O.T.A.N., l'O.T.A.S.E. et le C.E.N.T.O., toute lutte contre l'O.T.A.N. s'oppose aux agressions menées par les U.S.A. et leurs alliés contre les mouvements révolutionnaires.

7. — Les organisations de jeunesse participant à cette conférence estiment par conséquent que la lutte contre l'O.T.A.N. est liée à la lutte pour le désarmement unilatéral de leur propre bourgeoisie ; elles considèrent qu'il faut éviter de mettre sur le même pied l'O.T.A.N., traité d'agression et le Pacte de Varsovie, fondé en 1955 en réponse au réarmement de la bourgeoisie d'Allemagne de l'Ouest.

8. — La possibilité toute théorique — si elle n'est pas considérée dans le cadre d'un combat anti-capitaliste — de dissoudre l'O.T.A.N. ou de s'en retirer en 1969, fournit l'occasion de poser dès maintenant, comme une question actuelle, le problème du retrait de l'alliance, dans tous les états membres.

9. — Parmi tous les mots d'ordre d'une campagne contre l'O.T.A.N., nous considérons que sont essentiels, étant donné leur popularité auprès des soldats, ceux qui exigent le retrait des troupes nationales de tout autre territoire, ainsi que le retrait des troupes étrangères de son propre territoire, dans le cadre de la lutte contre la présence des bases militaires.

10. — Dans toute campagne nationale contre l'O.T.A.N., il est essentiel de dénoncer la complicité directe ou indirecte avec l'agression américaine au Viet-Nam qu'implique l'appartenance à l'O.T.A.N. et la solidarité atlantique.

ORGANISATIONS MEMBRES DE LA CONFERENCE DE BRUXELLES :

1 Fédération des Etudiants socialistes	Belgique
2 Fédération Nationale des Jeunes Gardes Socialistes	Belgique
3 Etudiants socialistes Unifiés	France
4 Jeunesse Communiste Révolutionnaire	France
5 Labour Party Young Socialists Mitcham Branch	Grande-Bretagne
6 Rebel	Grande-Bretagne
7 Vietnam Solidarity Campaign Youth Section ..	Grande-Bretagne
8 Irish Association of Labour	Irlande
9 Falcemartello	Italie
10 Federazione Giovanile Socialista (P.S.I.U.P.) ..	Italie
11 Politeia	Pays-Bas
12 Jeunesse socialiste	Pays-Bas
13 Sozialistischer Deutscher Studentenbund	R. F. A.
14 Sozialistische Jugend Deutschlands « Die Falken » - Köln	R. F. A.

IMPRIMERIE
« LES AFFICHES DE NORMANDIE »
ROUEN

PUBLICATIONS ACTUELLES DES GROUPES J. C. R.

- LA METHODE (Cannes-Nice) B. P. 57 à Nice
L'ETINCELLE (Rouen) C. Deron, 106, boulevard d'Orléans.
L'ANTIDOTE (Rennes), J. Y. Legoff, 30 A, rue de Saint-Brieuc.
OCTOBRE (Nanterre), B. P. Avant-Garde J.
L'ETINCELLE (Caen), B. P. 3 029 à Caen.
OCTOBRE (Lyon), B. P. Avant-Garde Jeunesse.
SPARTAKUS (Fédération des Bouches-du-Rhône).
LA DAILLE (Strasbourg), B. P. Avant-Garde J.
LA CLOCHE (Ardennes), B. P. 277 à Charleville-Mézières.
LA COMMUNE (Toulon), B. P. : A. G. J. 39-16 - Paris.
SPARTAKUS, Toulouse B. P. 39-16.

DOCUMENTS J. C. R.

Réédition du document J.C.R. n° 2 :
LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA
BUREAUCRATIE STALINIENNE (H.
Weber).

Document J.C.R. n° 3 :
REVOLUTION ET CONTRE-REVOLU-
TION EN INDONESIE.

Commandes à passer à la B. P. de
l'A.G.J.

MODALITES D'ABONNEMENT

à A.G.J.

Pli ouvert :	France	: 11 F
	Etranger	: 15 F
Pli fermé :	France	: 19 F
	Etranger	: 25 F
Soutien :	Minimum	: 20 F
Correspondance :	B.P. 39-16 Paris	

Supplément Avant-Garde Jeunesse n° 6

Directeur de la Publication : VERBIZIER.